

Rapport d'Orientation Budgétaire 2023

Conseil Municipal du 8 mars 2023



Débat d'Orientation Budgétaire



Sommaire :

- Contexte juridique
- Contexte général :
 - L'économie mondiale
 - La zone euro
 - La France
- Loi de Finances 2023
- Situation financière de la commune à fin 2022
- Rétro-prospective 2020 - 2027
 - Section fonctionnement
 - Section Investissement (PPI)
- Fiscalité
- Structure de la dette



Débat d'Orientation Budgétaire

Contexte juridique

Contexte juridique du DOB

- Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire pour les communes de **plus de 3.500 habitants**
- Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une **formalité substantielle**. Conséquence : toute délibération sur le budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entachée d'illégalité
- Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, **le DOB ne peut intervenir, ni à la même séance, ni le même jour que le vote du budget**

Objectifs du DOB

Avant l'examen du budget, l'exécutif présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- le **contexte économique** international, européen et national
- les grandes lignes de la **loi de finances**
- la **situation financière** de la commune
- les **orientations budgétaires** : évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), de la fiscalité, des subventions ...
- les **engagements pluriannuels** envisagés : la programmation des investissements avec prévisions des recettes et dépenses : PPI
- la structure et la gestion de la **dette**



Débat d'Orientation Budgétaire

Contexte général et économique

- Mondial
- En zone euro
- En France

Comment en est-on arrivé là ?



Début pandémie en 2020:

- Les gouvernements réagissent par des **mesures généreuses** afin de protéger les entreprises et les ménages des effets du confinement
- Des masses **d'argent inondent l'économie** et une grande quantité de monnaie est en circulation
- En parallèle pendant la crise les français engrangent un **surplus d'épargne**

Fin 2021:

- Au redémarrage de l'économie une **soif de consommation** s'empare des personnes contraintes jusqu'alors par le confinement.
- Les **usines et les chaînes logistiques** jusqu'alors stoppées ou au ralenti **ont du mal à faire face à cet afflux de demandes**
- La **croissance** post-confinement est **très forte**

En 2022:

- La **Chine** durement touchée par le Covid instaure sa politique de confinement très stricte et **met une partie de son économie à l'arrêt.**
- A cela s'ajoute la **guerre en Ukraine** qui déclenche une **flambée des prix de l'énergie** en particulier sur le gaz.
- Les entreprises voient leurs coûts énergétiques exploser et les **répercutent sur leurs prix**

=> **l'inflation se diffuse dans tous les secteurs d'activité**

Pourquoi est-ce dangereux ?

- Les travailleurs confrontés à la **vie plus chère** commencent à réclamer des **salaires plus élevés**
- Quand les **augmentations sont accordées** les entreprises **augmentent leurs prix** ce qui génère une nouvelle demande salariale etc ...



- Une fois démarrée cette spirale est **extrêmement difficile à juguler**
- Lors de la dernière grande période d'inflation dans les **années 1970** les salaires étaient indexés sur la hausse des prix . Ce n'est plus le cas aujourd'hui => la **boucle est moins immédiate**
- Néanmoins **elle s'installe aux Etats Unis** où le marché de l'emploi est très tendu et **atteint progressivement l'Europe**

Quelles réactions des banques centrales ?

- Face au risque de voir l'inflation dérapier les **banques centrales** ont pris des **mesures drastiques**
- Après des années de politiques monétaires accommodantes elles **ont relevé les taux d'intérêt** afin de limiter la capacité d'emprunt et contraindre la consommation
- « il faut détruire la richesse pour réduire la demande et se caler sur l'offre »
- **Risques :**
 - augmentation des défaillances d'entreprises
 - augmentation du chômage
 - baisse de la croissance
- La **FED** a frappé tôt et fort car l'économie des EU a un temps d'avance sur la nôtre.
- La **BCE** lui a emboité le pas => impact sur les taux court terme et long terme (emprunts immobiliers et marchés financiers)

INFLATION

Mesurée par les indices des prix à la consommation : IPC et IPCH

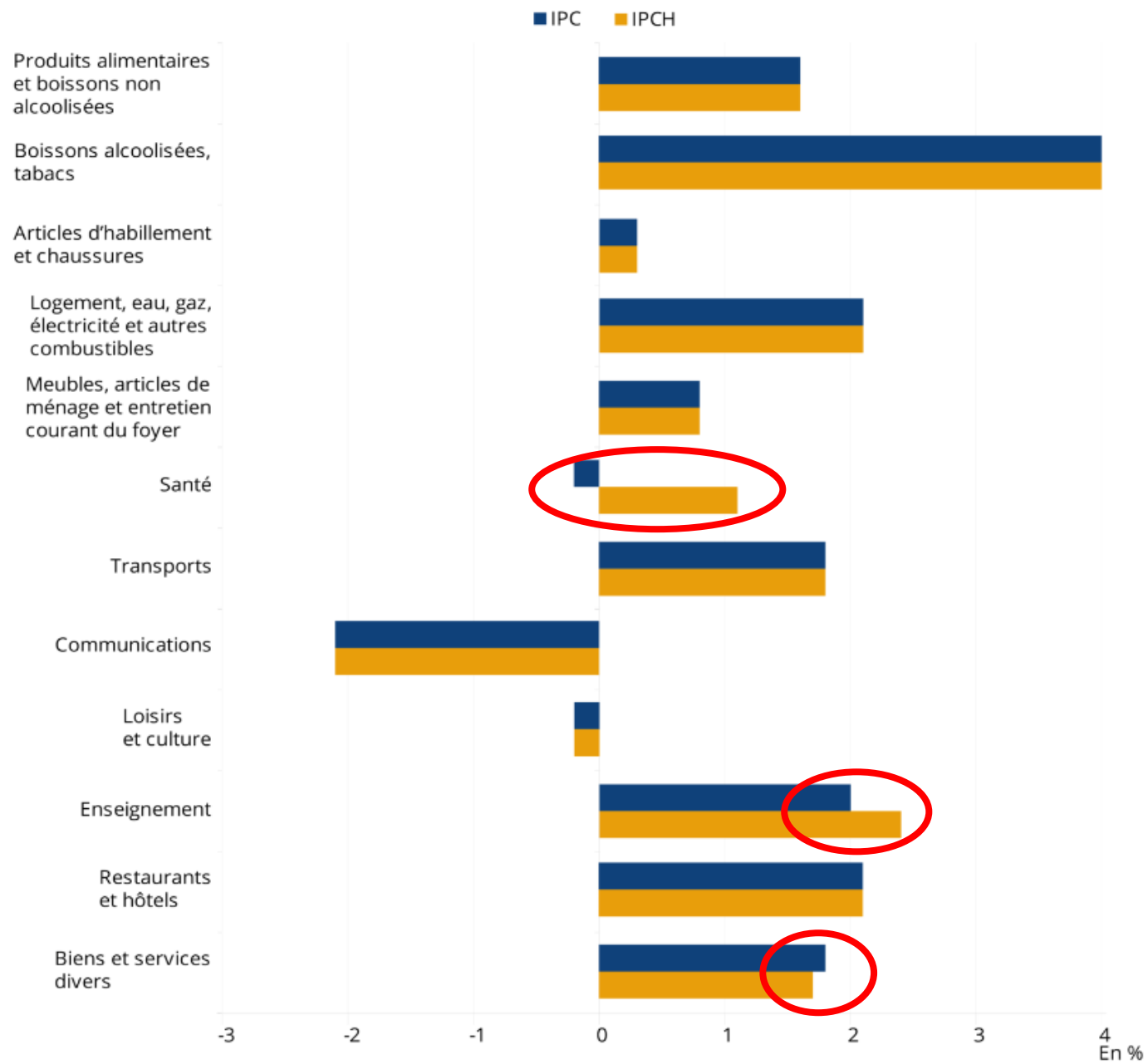
Depuis sa création, l'**Insee** calcule l'**indice des prix à la consommation** (IPC) sur lequel se fonde la mesure de l'inflation. Dans les années 1990, en vue de l'intégration monétaire, les **pays européens ont défini un indice harmonisé**, à champ et concepts identiques pour tous les pays. L'**Insee** calcule ainsi également l'**indice des prix à la consommation dit « harmonisé » (IPCH)**.

Celui-ci sert de référence pour mesurer l'inflation de la zone euro par exemple, il est notamment utilisé par la BCE.

Les écarts entre les deux mesures de l'inflation s'expliquent par les **différences de périmètre, notamment sur la santé, l'enseignement et les biens et services**.

L'**inflation sous-jacente**, c'est-à-dire retraitée des prix de **l'énergie et de l'alimentation**

Inflation annuelle moyenne entre 1996 et 2021 par poste de consommation dans l'IPC et dans l'IPCH



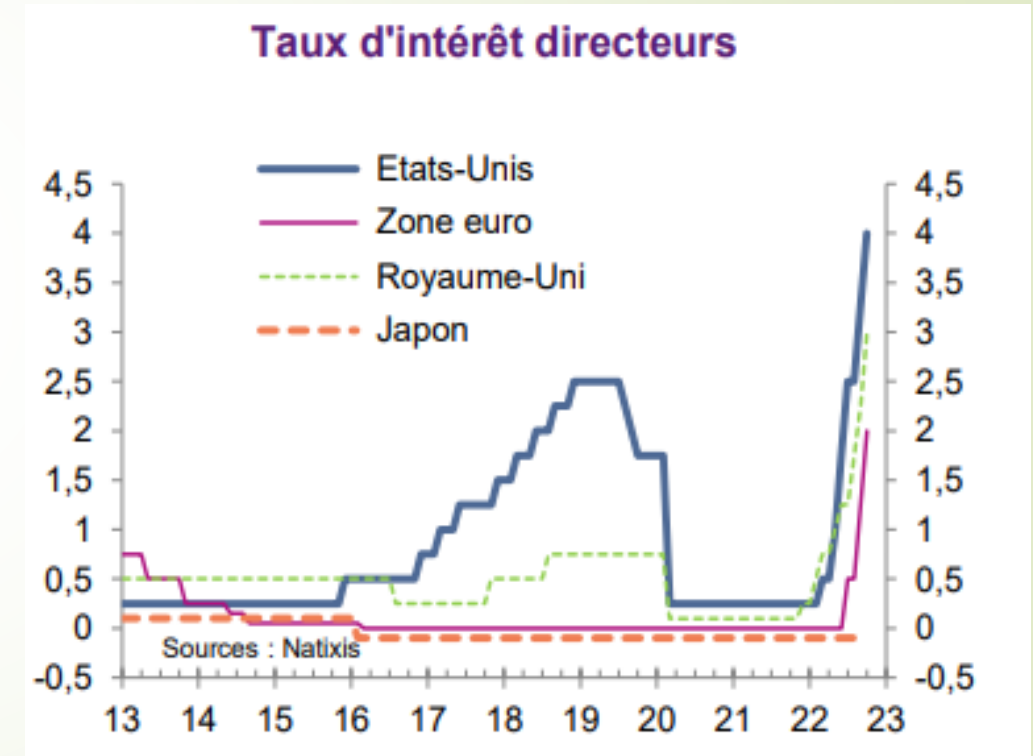
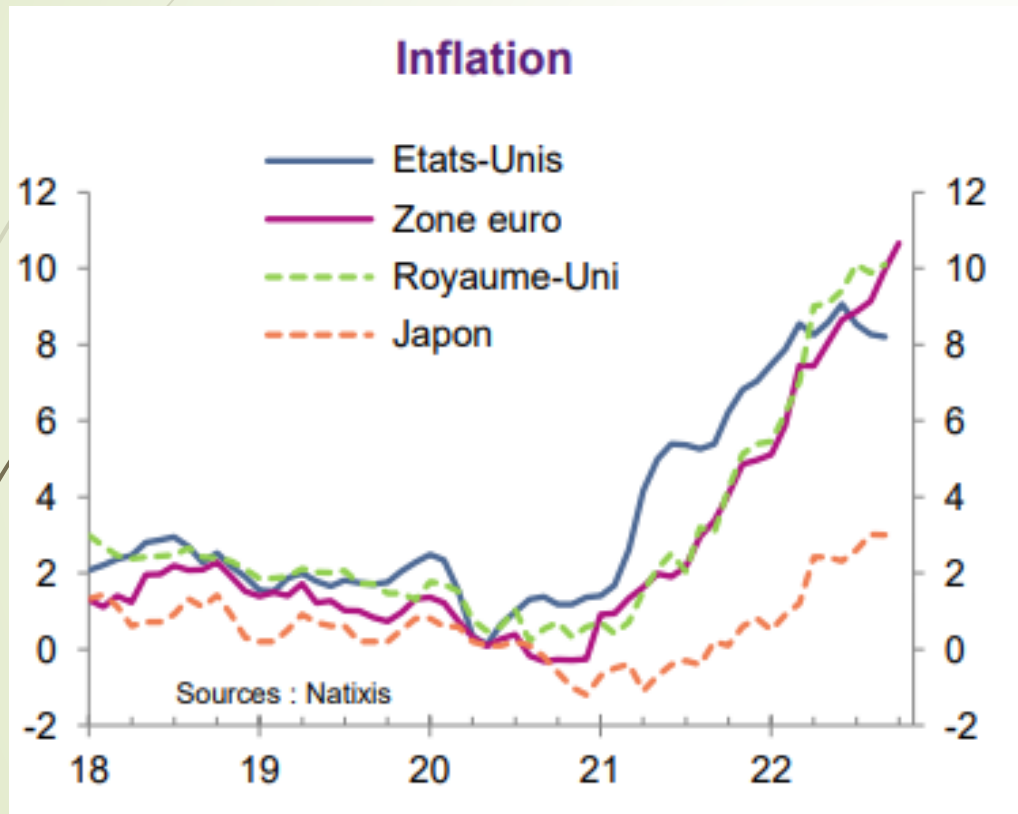
L'économie mondiale

Ralentissement de la croissance mondiale sur fond d'inflation record

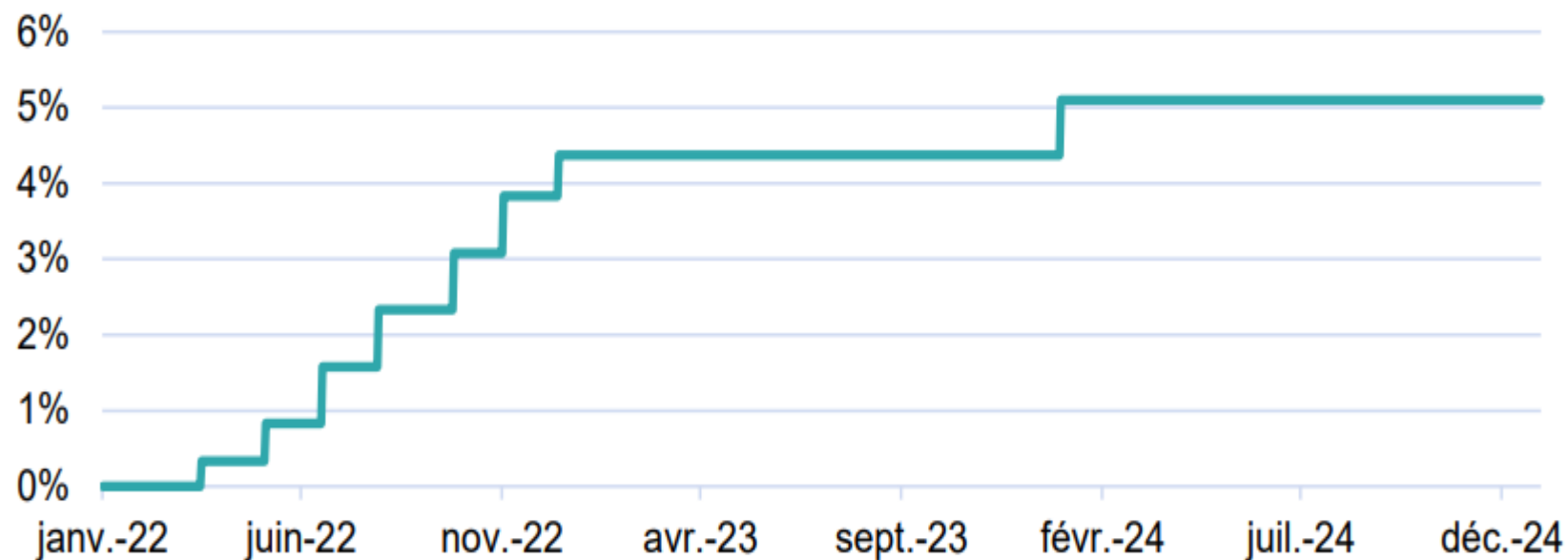
- Dans le monde entier **l'inflation a atteint des sommets en 2022** non vus depuis plusieurs décennies.
- Cette situation a conduit les banques centrales, dont l'objectif principal est de maintenir une inflation à 2%, à **augmenter significativement leurs taux directeurs**.
- Le durcissement des politiques monétaires se fait **au détriment du soutien à l'activité économique**.
- La **consommation des ménages et l'investissement des entreprises ralentissent** à un niveau préoccupant.
- Aux **Etats-Unis**, l'inflation est davantage diffuse parmi l'ensemble des biens et services mais **semble avoir passé son point haut**.
- La **remontée des taux d'intérêt** y est particulièrement marquée.
- **Difficultés financières pour les géants de la technologie, le GAFAM,**
- **En Chine**, si l'économie a pu redémarrer cet été après des mois de confinements sévères, ce redémarrage se fait sur des bases fragiles, avec notamment un **marché immobilier en grande difficulté** et, plus globalement, la **fin annoncée du régime de croissance** soutenue qu'a connu le pays ces deux dernière décennies.

L'économie mondiale

Ralentissement de la croissance mondiale sur fond d'inflation record



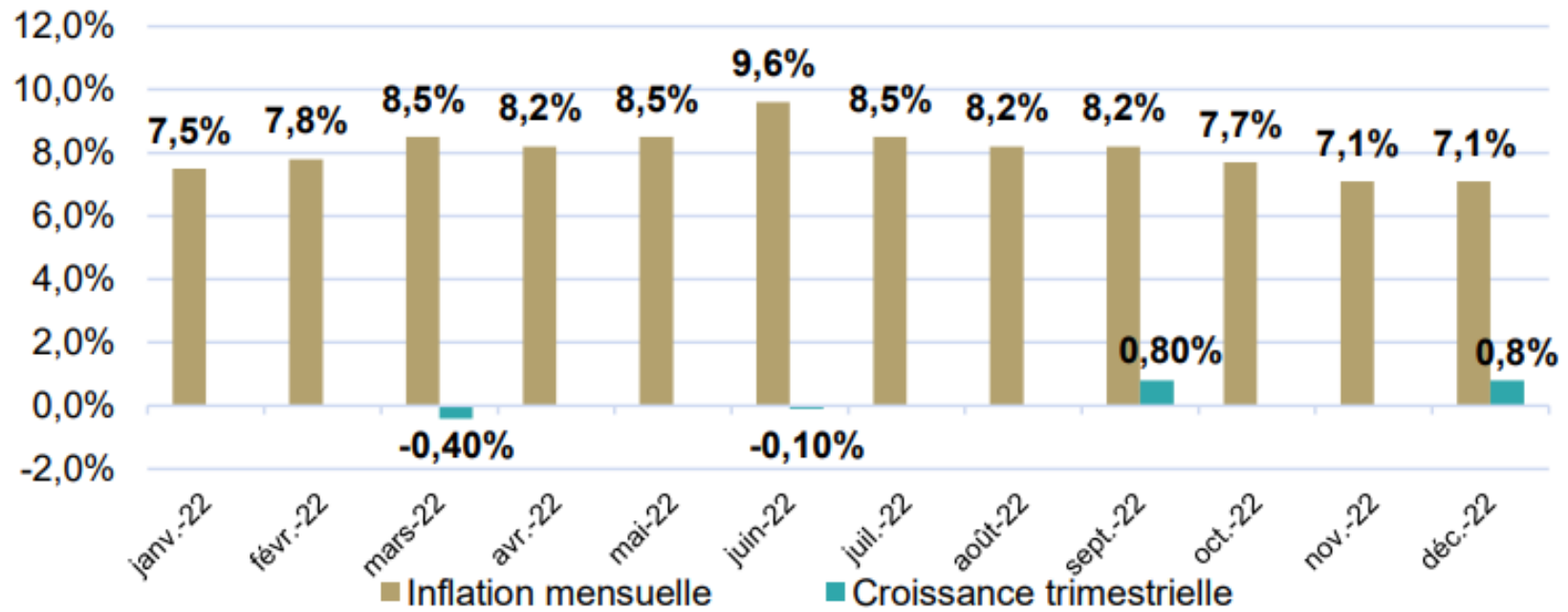
Evolution des taux directeurs de la FED



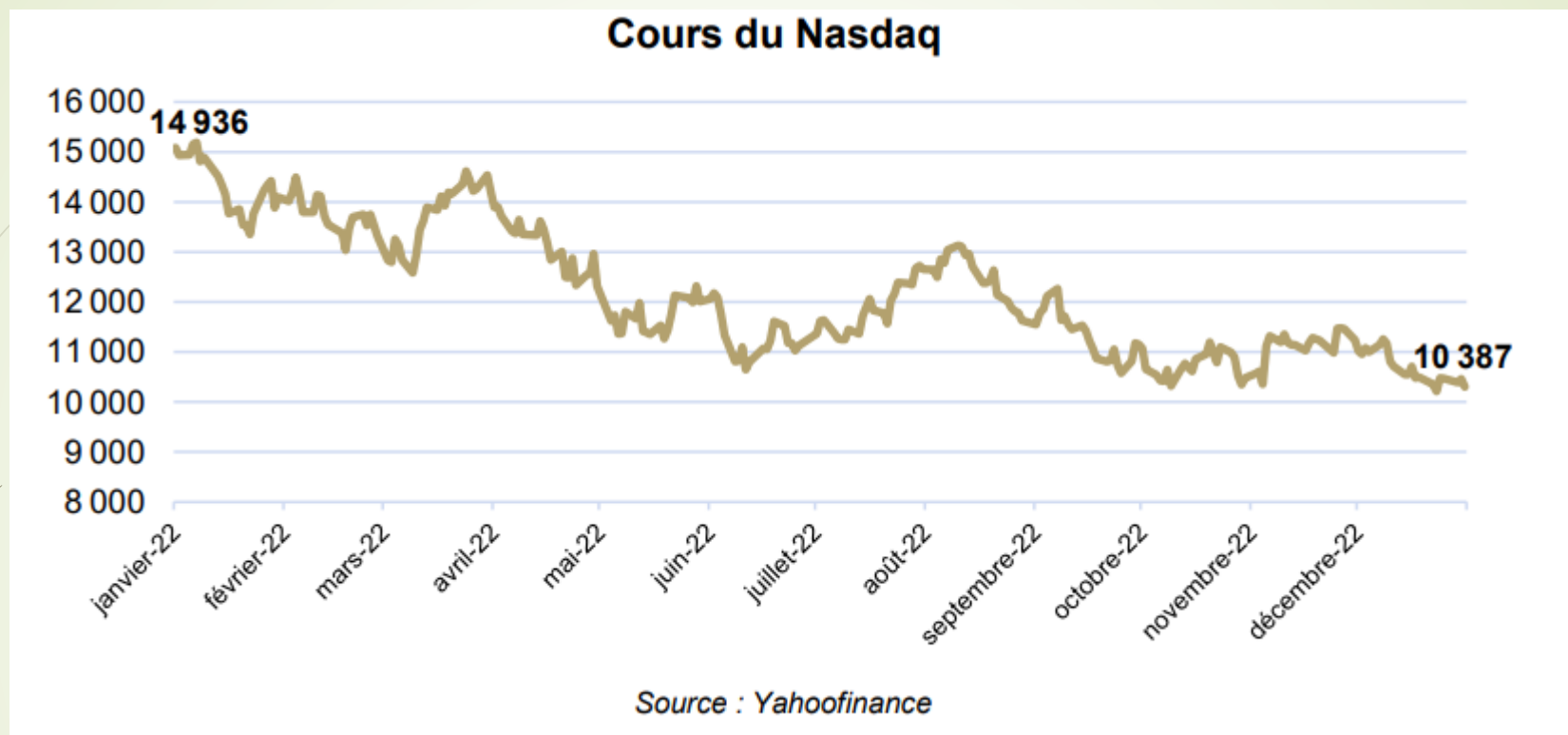
Source : Finance Active

La FED (Banque centrale américaine) a **relevé sept fois ses taux directeurs** au cours de l'année 2022 pour passer ses taux directeurs de **0,00% à 4,50%**. La FED a confirmé qu'elle continuerait d'augmenter ses taux directeurs en 2023 tant que ses objectifs ne seraient pas atteints, à savoir la stabilité des prix et le plein emploi. Cependant, Jérôme Powell, président de la FED, estime que les prochaines hausses seront moins importantes en vue d'un possible ralentissement de l'inflation.

USA : croissance et inflation



Source : OCDE ; Trésor français



Le Nasdaq, l'indice qui regroupe les entreprises de la technologie aux Etats-Unis **a chuté de 33% en 2022** après des années de hausses continues (+49% en 2020 et +27% en 2021).

La zone EURO

Une inflation qui atteint des sommets

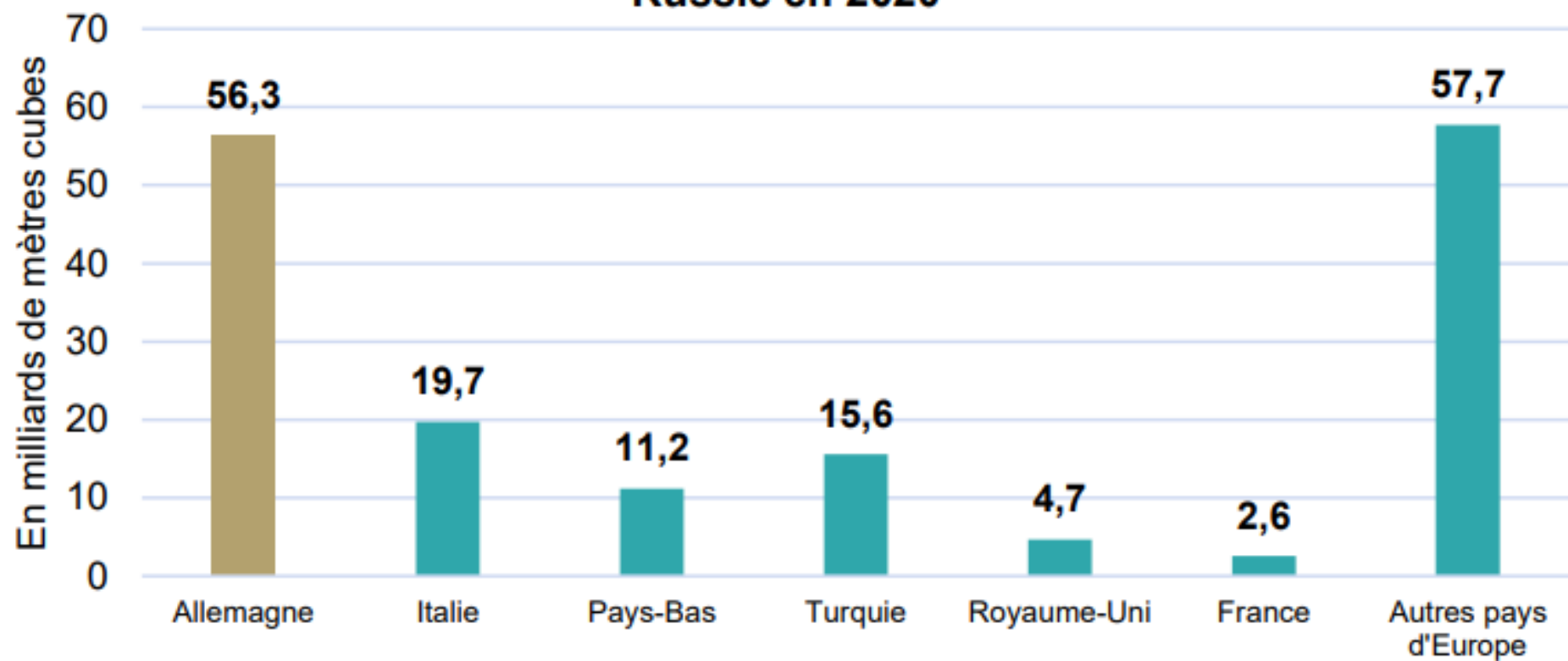
- Du fait de sa proximité géographique du conflit en Ukraine et de sa dépendance aux hydrocarbures russes, **l'Europe est la région la plus affectée par les répercussions économiques de la guerre.**
- La zone Euro y **fait face en diversifiant géographiquement** ses importations d'énergie ; cela se fait, en revanche, de **façon limitée** et particulièrement **couteuse**.
- L'**offre** de gaz naturel étant donc en **baisse** sur la scène internationale, le **prix** du gaz a mécaniquement **augmenté** entraînant une **crise énergétique de grande ampleur**.
- Cela vient aggraver les **tensions inflationnistes** déjà constatées.
- Le conflit russo-ukrainien a occasionné également une **baisse des exportations de céréales** puis **de blé, de tournesol, de colza** et donc une **pénurie** sur ces denrées alimentaires.
- Enfin, les **récoltes de 2022** ont été lourdement impactées par les **températures** observées pendant l'année.
- Tout cela participe à **ralentir le pouvoir d'achat des ménages dont la consommation baisse** ainsi **que la production** avec des **coûts énergétiques devenant insupportables** pour certaines entreprises.
- En zone Euro, l'inflation a dépassé **10 %** fin 2022.

La zone EURO

Un risque de récession économique

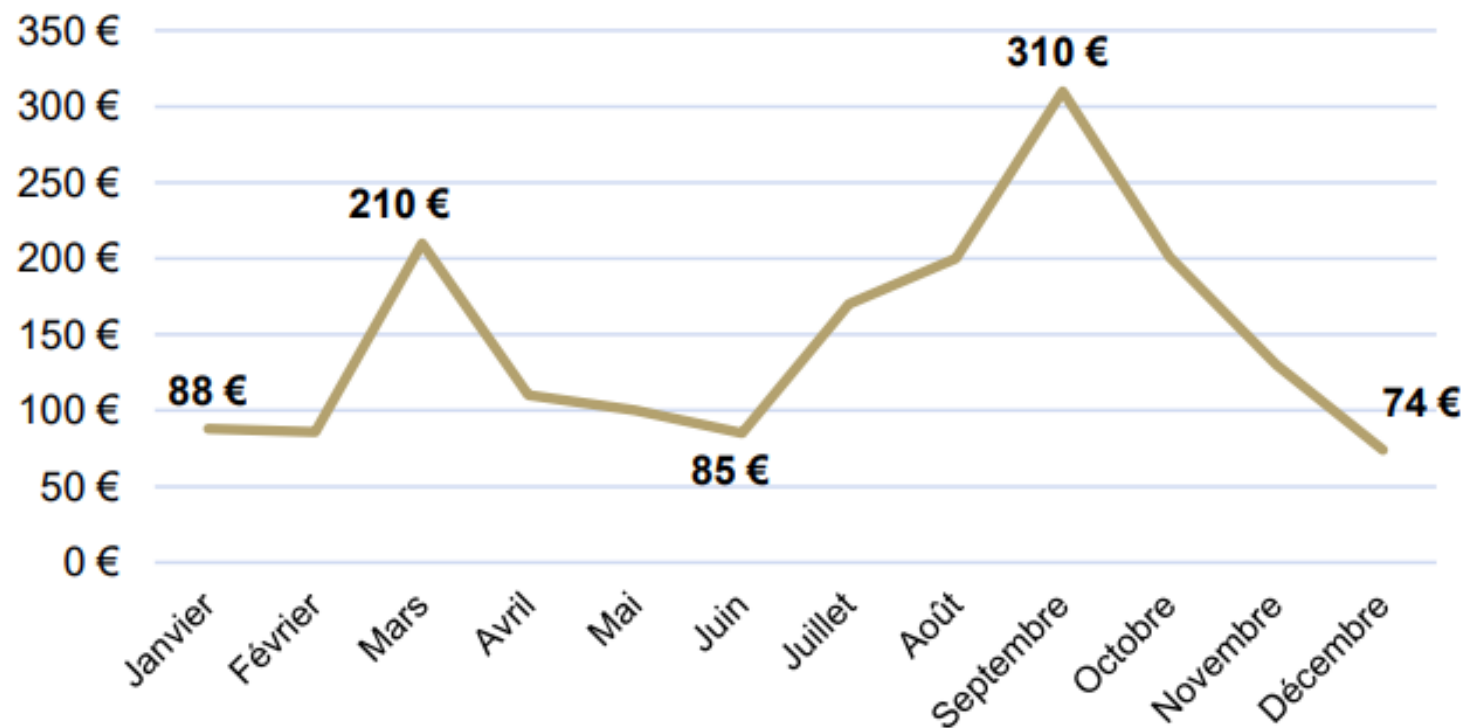
- Si les politiques budgétaires mises en place par les États de la zone Euro tentent d'éviter une forte récession économique, ce n'est pas le cas de la politique monétaire européenne, alignée sur celle de la Réserve fédérale.
- La **BCE** a commencé à remonter ses taux directeurs pour lutter activement contre l'inflation.
- Ce durcissement monétaire s'effectue au détriment de l'activité économique. **Les capacités de financement se détériorent** pour les agents économiques, et ce, alors même que les dépenses en consommation et en investissement sont déjà ralenties.
- La **détérioration des capacités de financement** est particulièrement visible au niveau des pays périphériques de la zone Euro, au centre desquels **l'Italie et la Grèce**.
- La **situation est également critique au Royaume-Uni**, la hausse des coûts énergétiques n'arrivant pas à être endiguée. Outre-manche, la crainte est celle d'une récession particulièrement sévère

Importation de gaz naturel par gazoduc en provenance de Russie en 2020



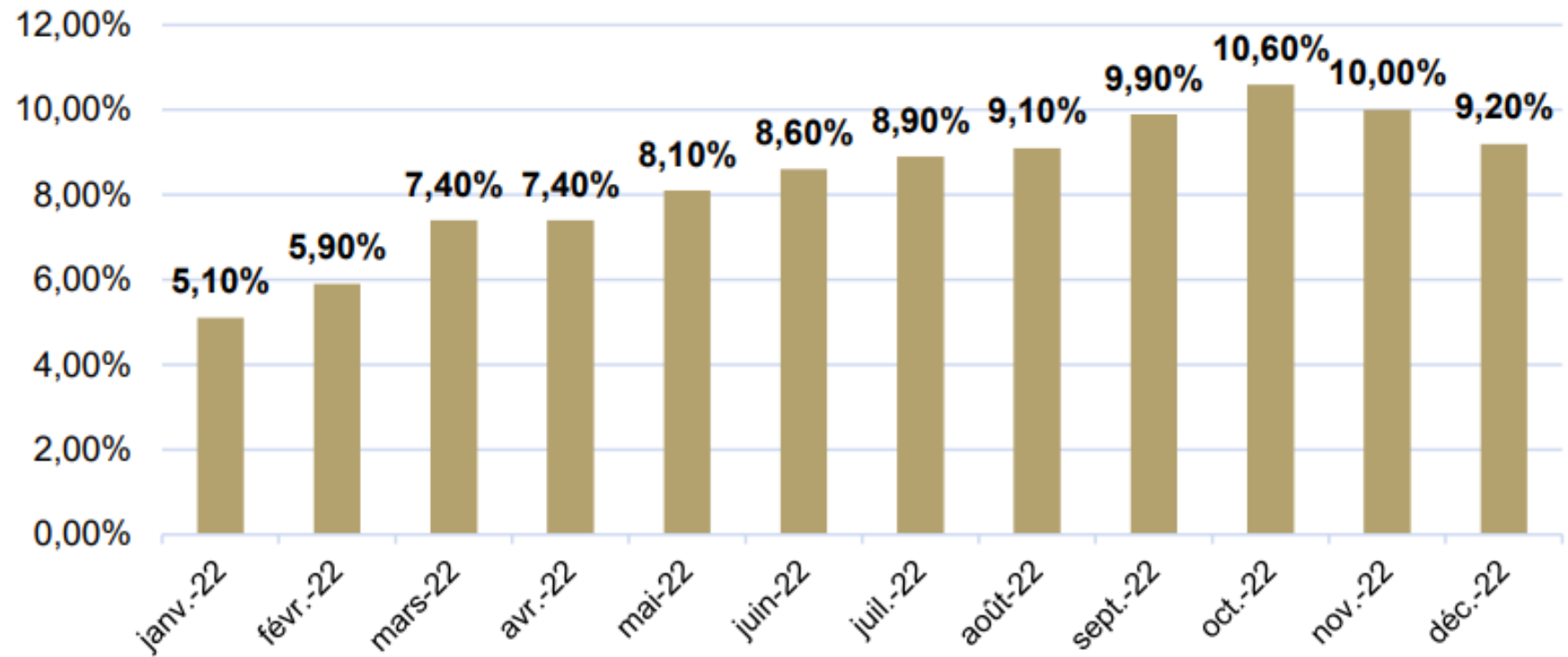
Source : BP Energy

Evolution du Prix du gaz naturel en €/MWh 2022



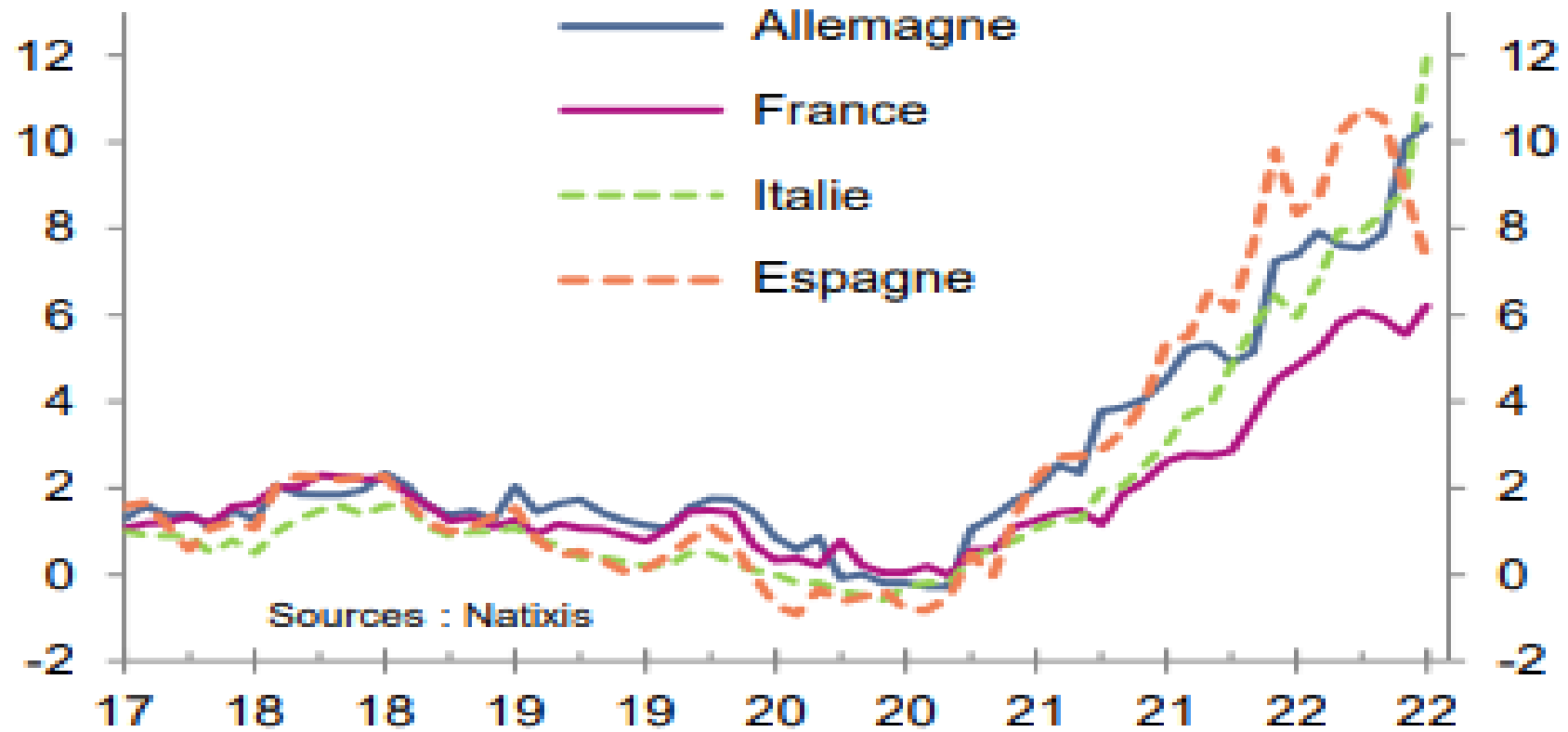
Source : Bloomberg

Taux inflation en zone euro

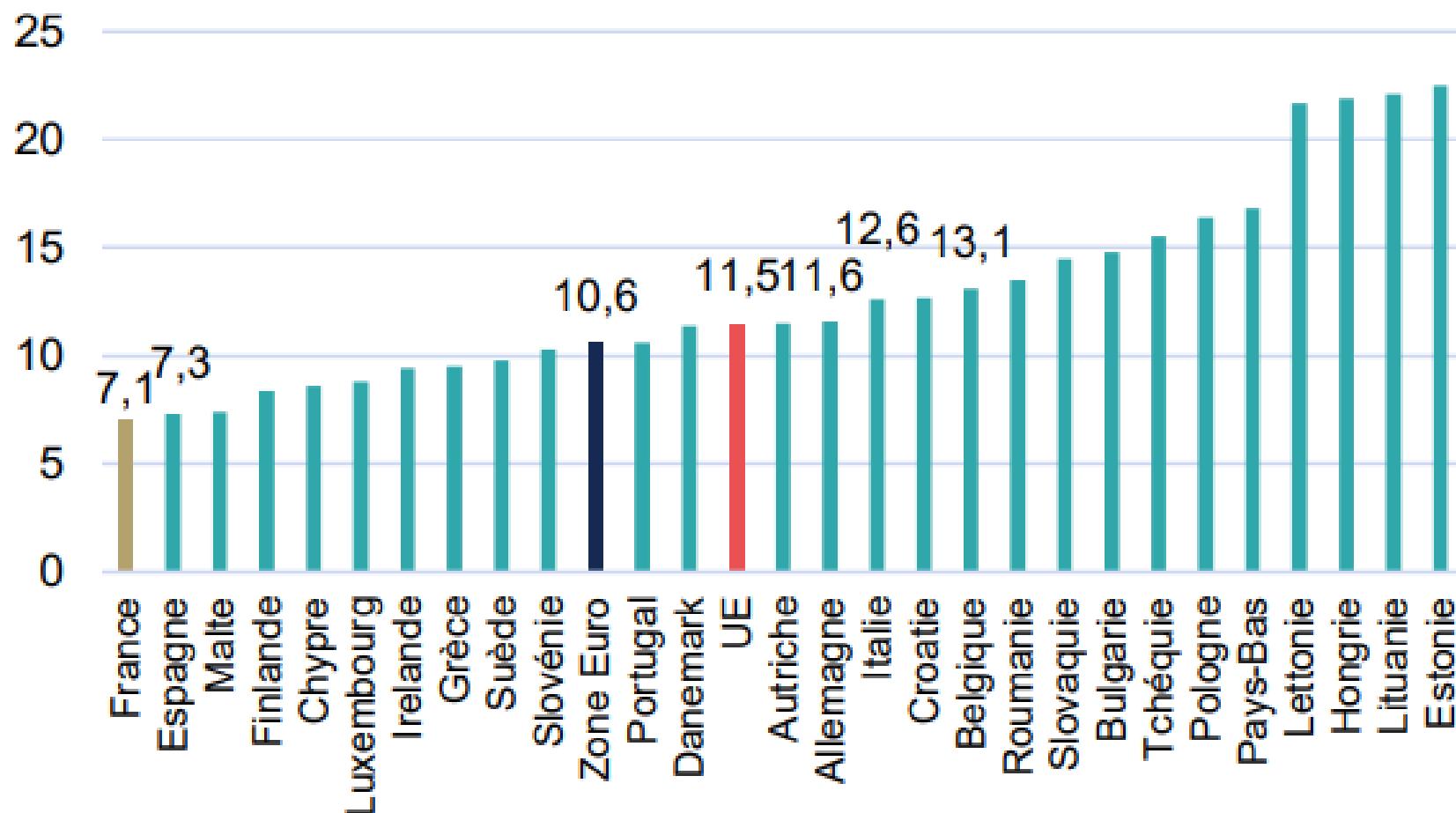


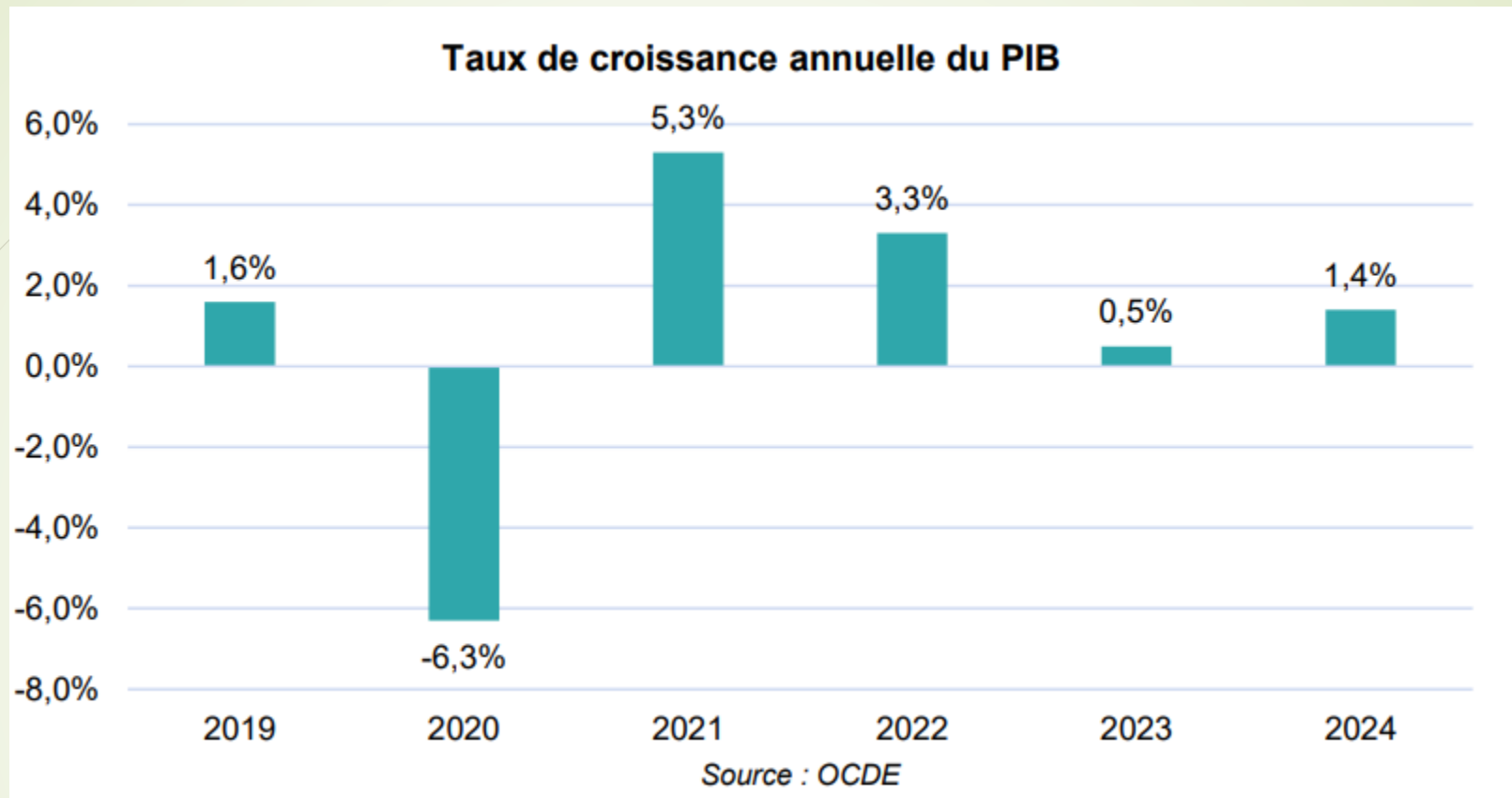
Source : OCDE & L'Echo

Inflation



Europe : taux d'inflation annuel (en %) en octobre 2022





Selon les dernières estimations de l'OCDE, la croissance économique en zone euro devrait se situer autour de **3%** pour l'année **2022**. Les mesures de politiques monétaires prises par la Banque centrale européenne (BCE) pour lutter contre l'inflation devraient entraîner un **ralentissement** de l'activité économique en **2023 (+ 0,5 %)**.

Cours Stoxx 600 Techonologie



Source : boursorama

Le Stoxx 600 (indice global du marché européen) **décroche de 28% en 2022**

Evolution des taux directeurs de la BCE



Source : Finance Active

La FRANCE

La croissance ralentit

- La croissance économique a **ralenti** en 2022 avec **2,6%** de croissance annuelle du PIB contre 6,8% en 2021.
- Ce ralentissement est principalement **dû** au contexte de **hausse des prix** de l'énergie et des denrées alimentaires.
- La Banque de France estime un **deuxième ralentissement de la croissance en 2023** avec un taux compris entre - **0,30% et 0,80%**.
- Les marges des entreprises françaises pourraient continuer à se réduire notamment à cause de la **hausse des salaires** attendue et de la stagnation de la productivité des salariés.
- L'investissement des entreprises diminuerait ainsi de facto en 2023 avec la baisse de leur rentabilité.
- Les **prévisions** de croissance **pour 2024 ont été revues à la baisse.**

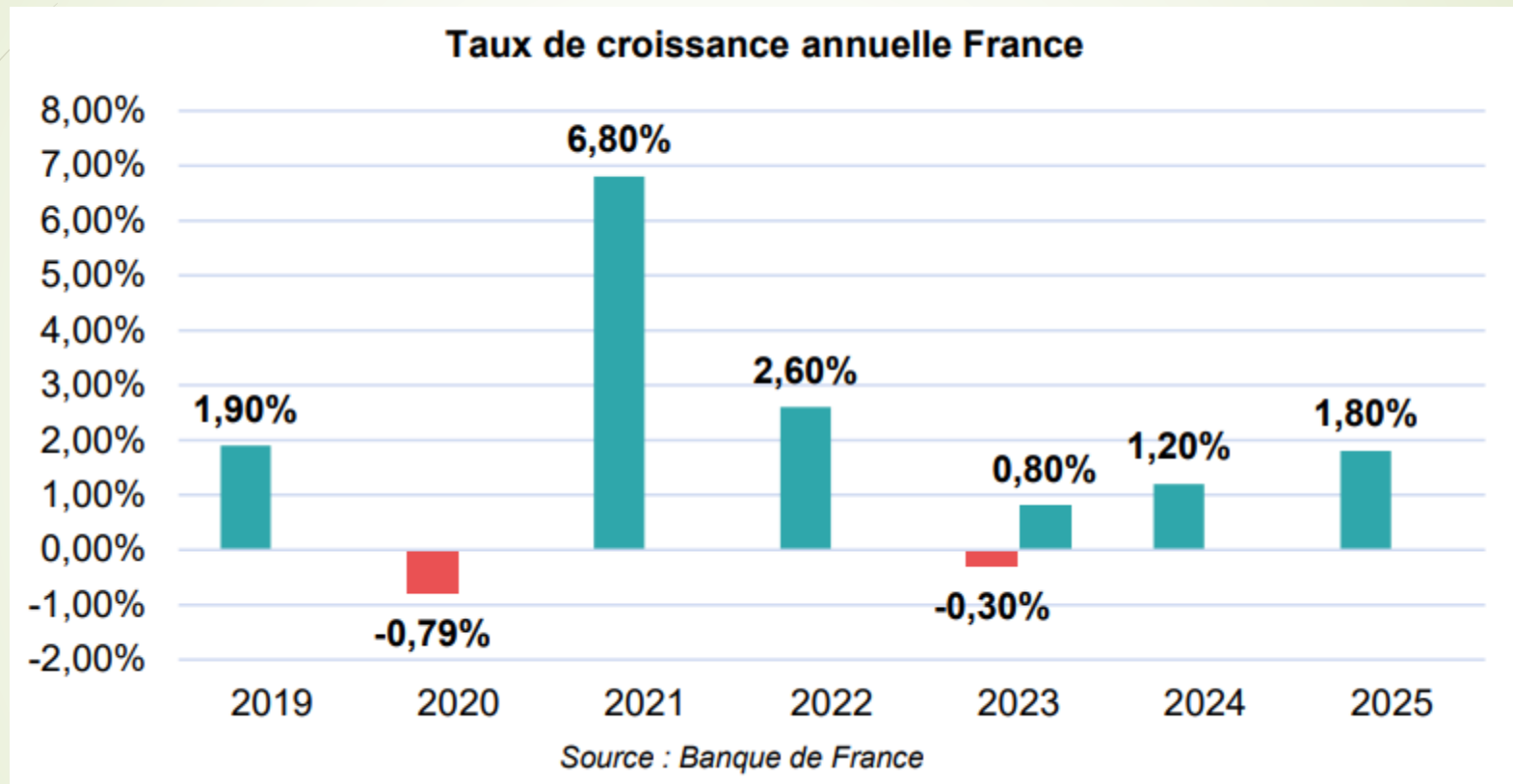
La FRANCE

L'inflation se maintient

- L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), est estimée à **6% pour l'année 2022**. L'inflation sous-jacente, c'est-à-dire retraitée des prix de l'énergie et de l'alimentation, serait de 3,5% pour 2022.
- Les économistes de la **Banque de France prévoient en 2023 à nouveau 6%** d'inflation. La hausse de l'IPCH reste **stimulée par le prix de l'énergie** et notamment, la fin des aides de l'Etat sur le carburant, la diminution de la prise en charge liée au bouclier tarifaire et la renégociation des contrats d'énergie des entreprises.
- Le secteur des services continue de connaître une augmentation de ses prix due au dynamisme du marché du travail entraînant des **hausse de salaires**.
- Le secteur du **luxe** (dépendance chinoise) et le secteur de la **grande distribution souffrent** de la hausse de l'inflation.
- Les grands gagnants de cette année 2022 et de ce début d'année 2023 restent les secteurs de l'**énergie** et de l'**armement** (conflit russo-ukrainien).
- L'**inflation** serait amenée à **ralentir en 2024 et en 2025** avec une détente sur les prix de l'énergie et l'impact de la normalisation monétaire.

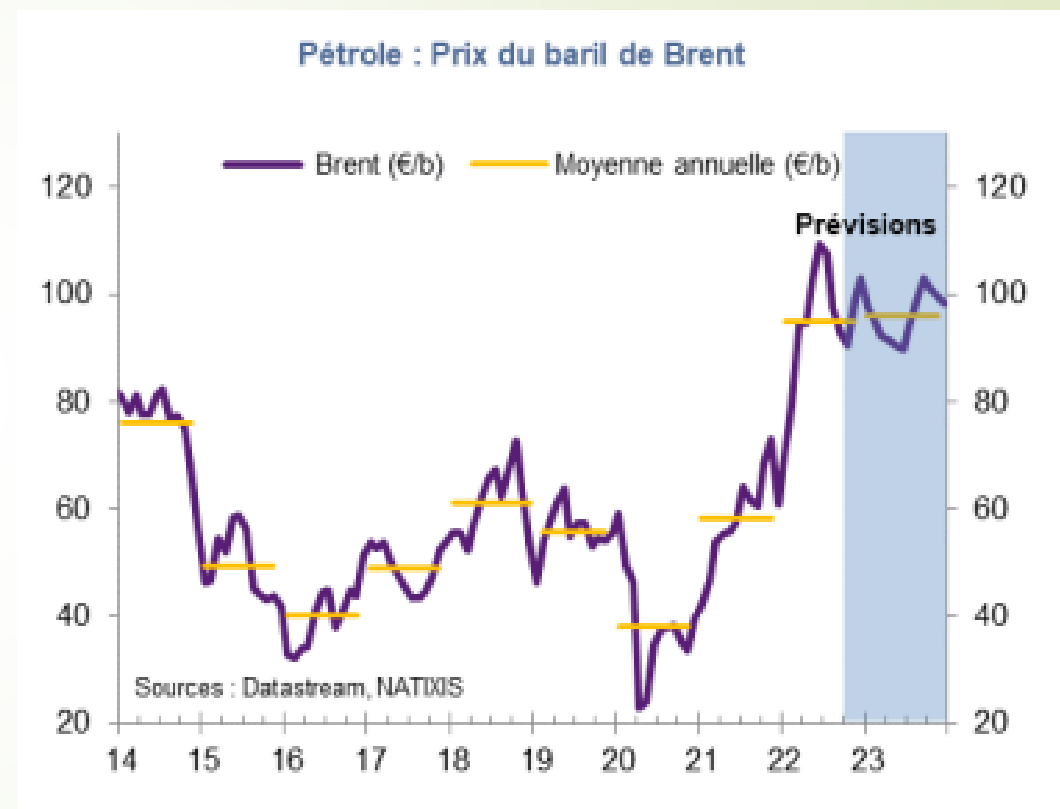
La FRANCE

La croissance ralentit



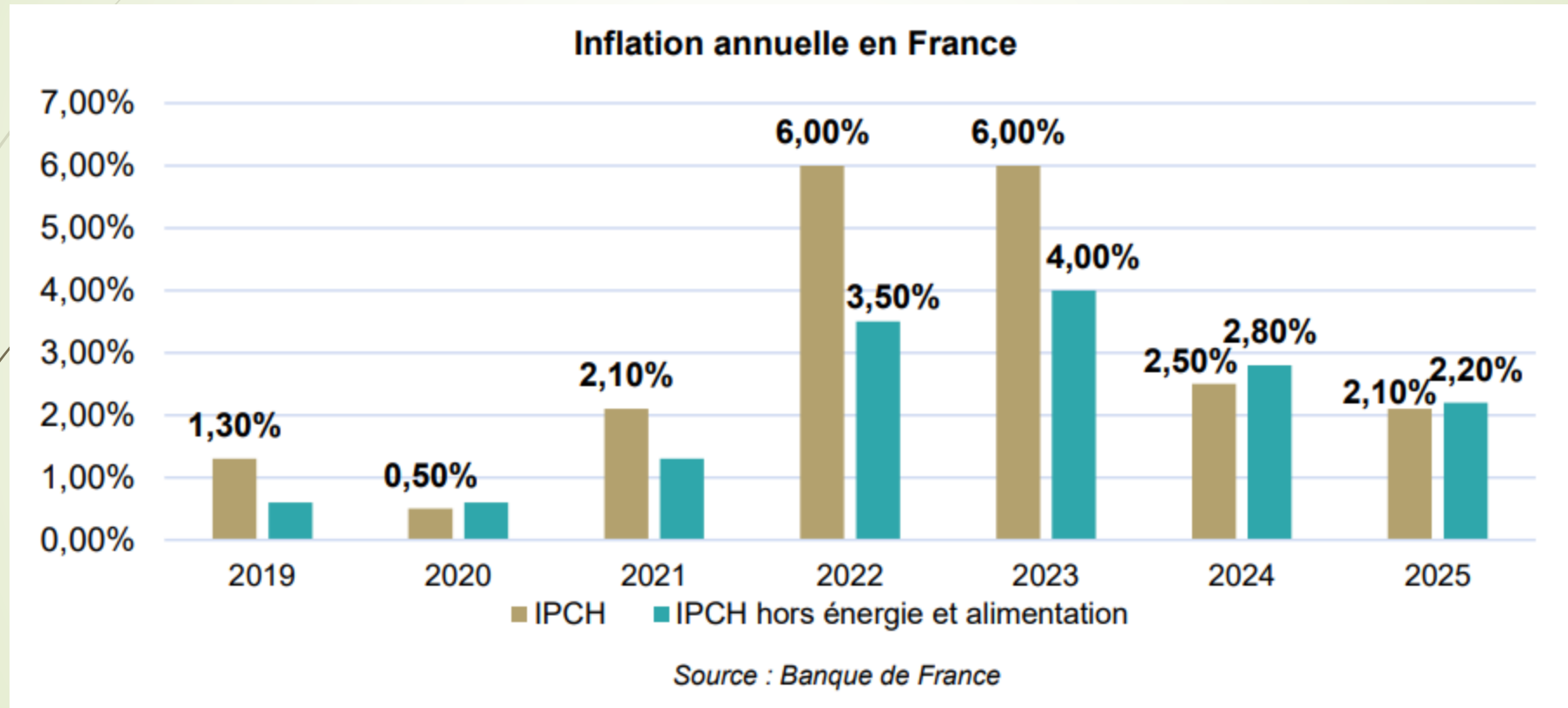
La FRANCE

Les prix flambent



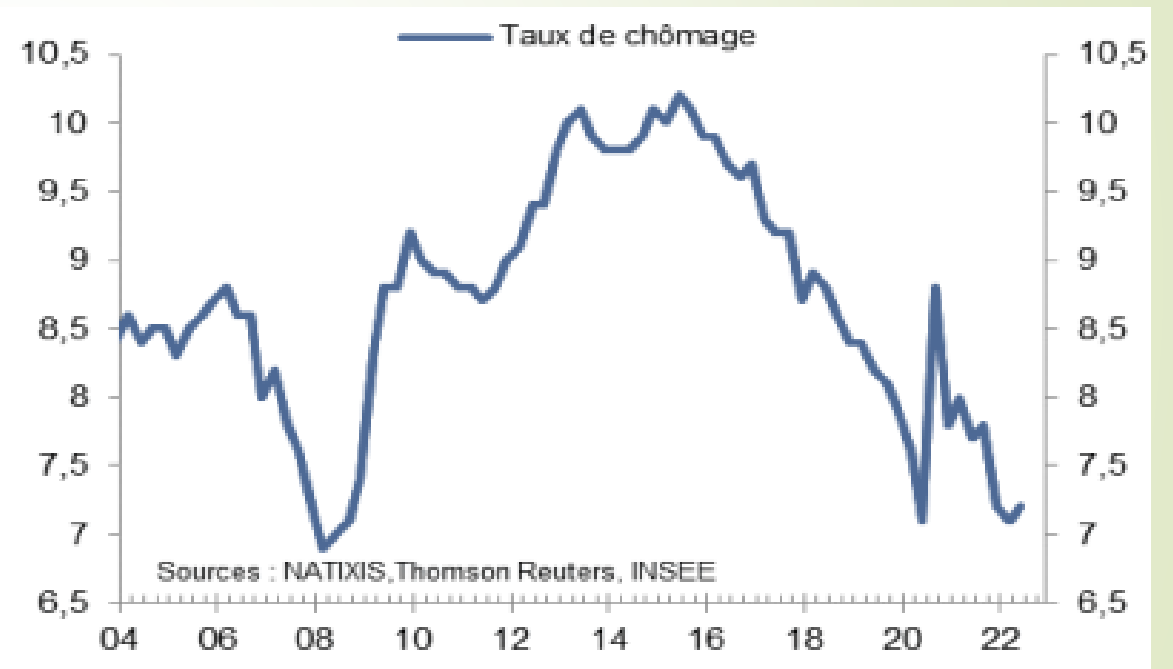
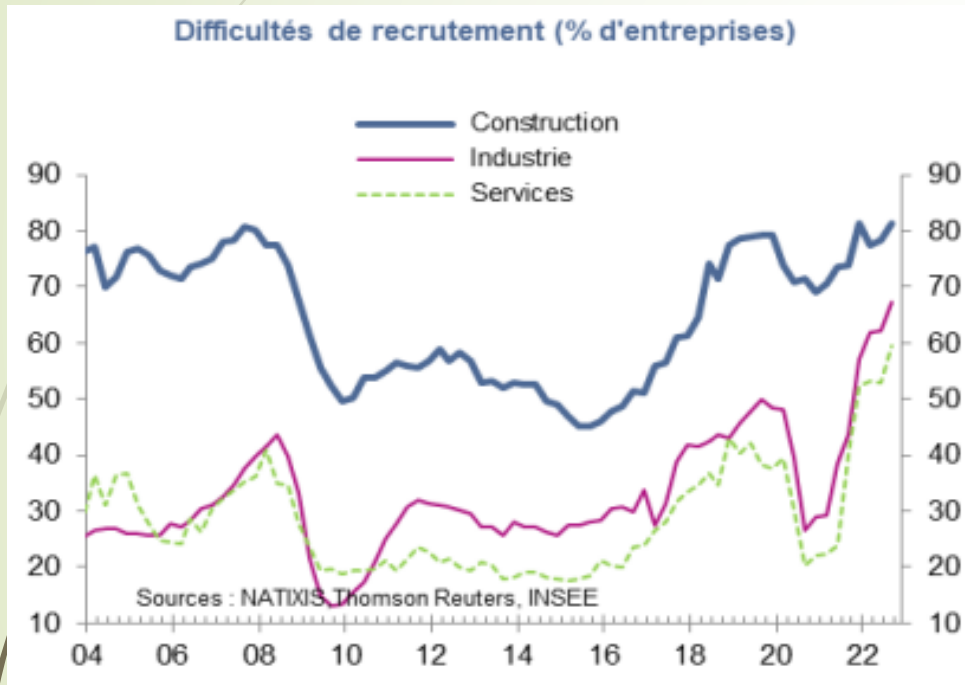
La FRANCE

L'inflation se maintient à des niveaux très hauts en 2023

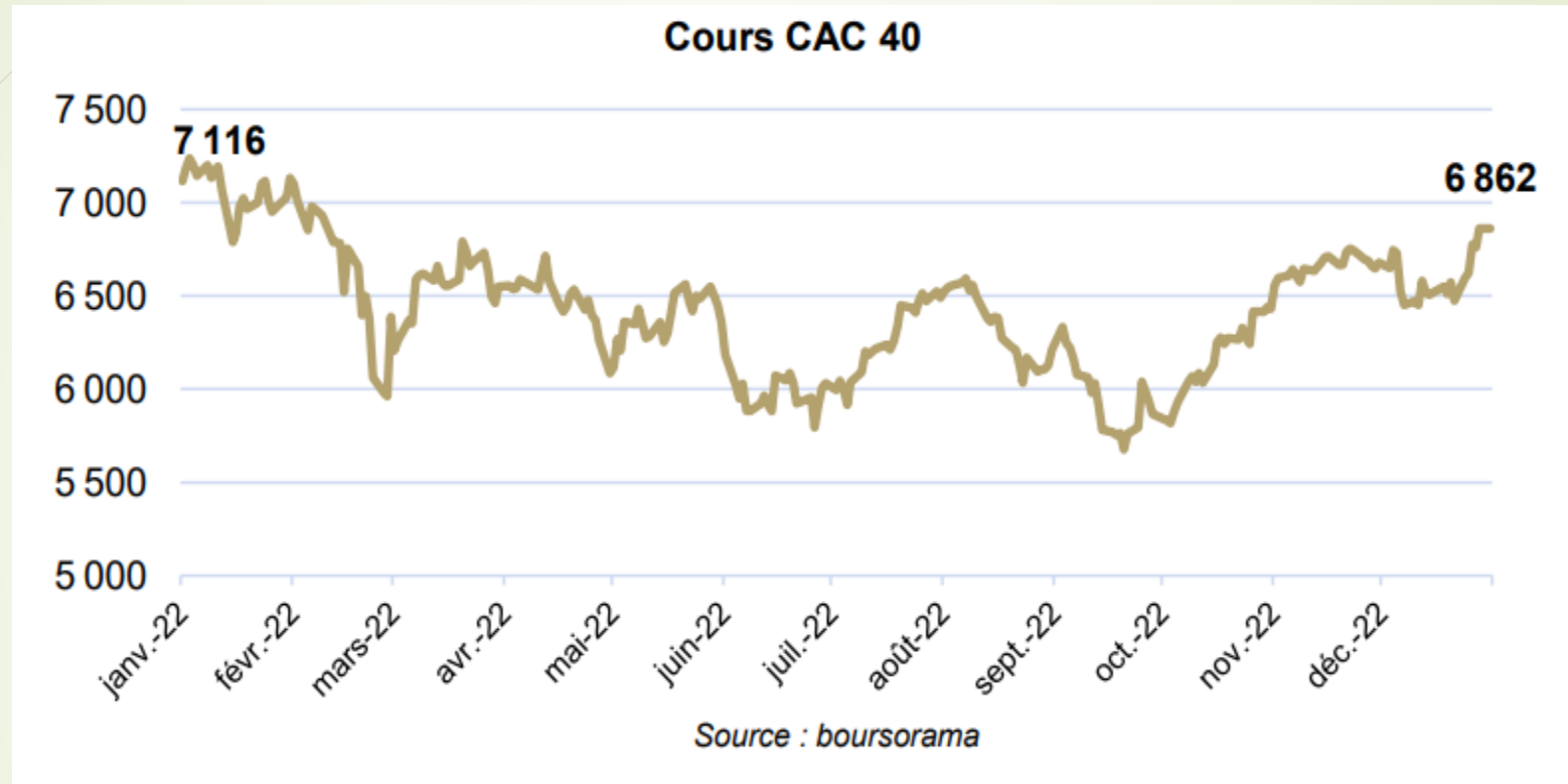


La FRANCE

Un marché du travail en tension. Certaines branches industrielles en difficulté face à la crise énergétique



La FRANCE

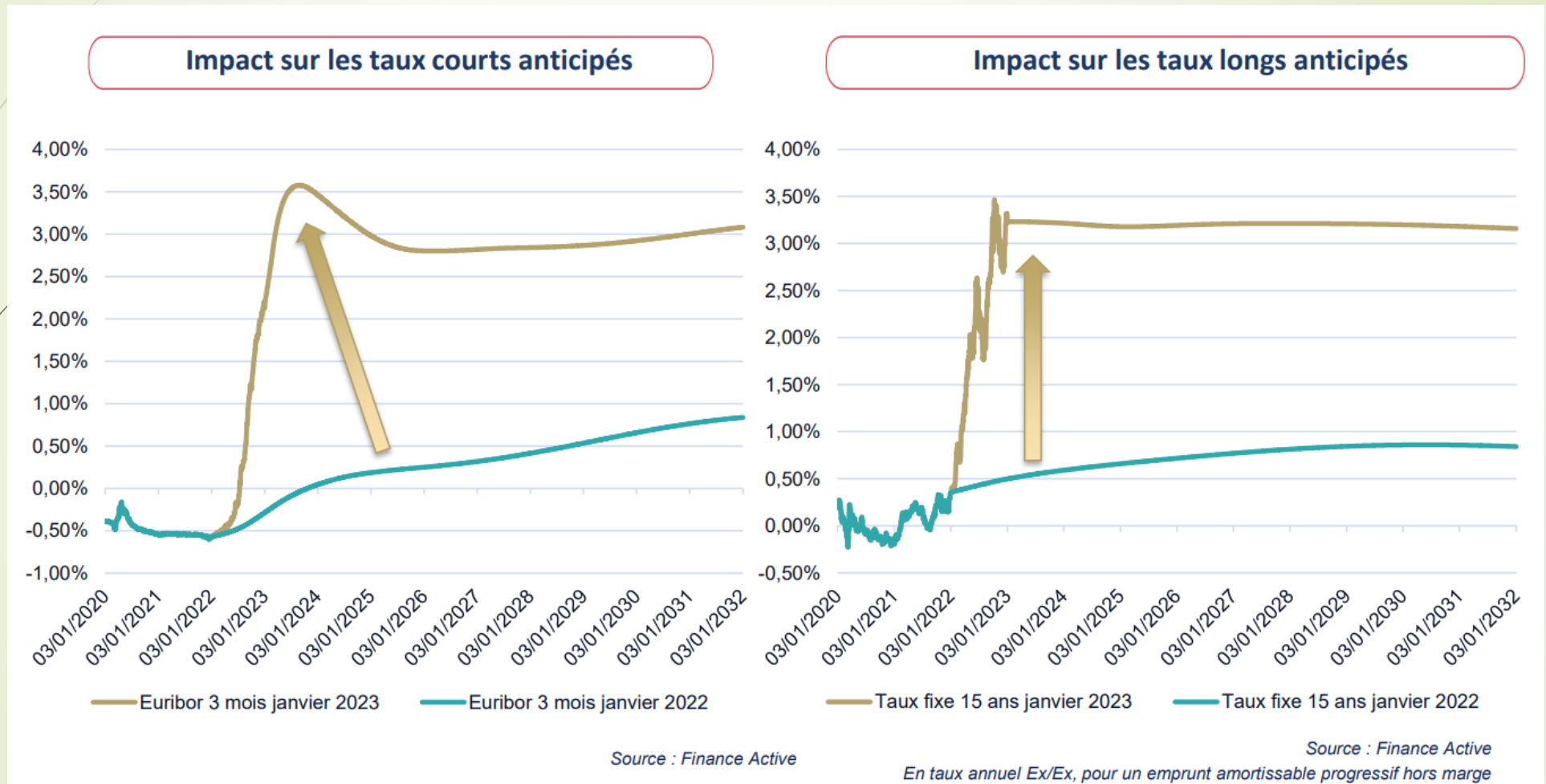


Le CAC 40 a aussi **reculé de 9,75% en 2022** après une année 2021 également difficile

La FRANCE

Impact sur les taux anticipés

Prévisions 2022 vs 2023





Débat d'Orientation Budgétaire

Loi de finances 2023

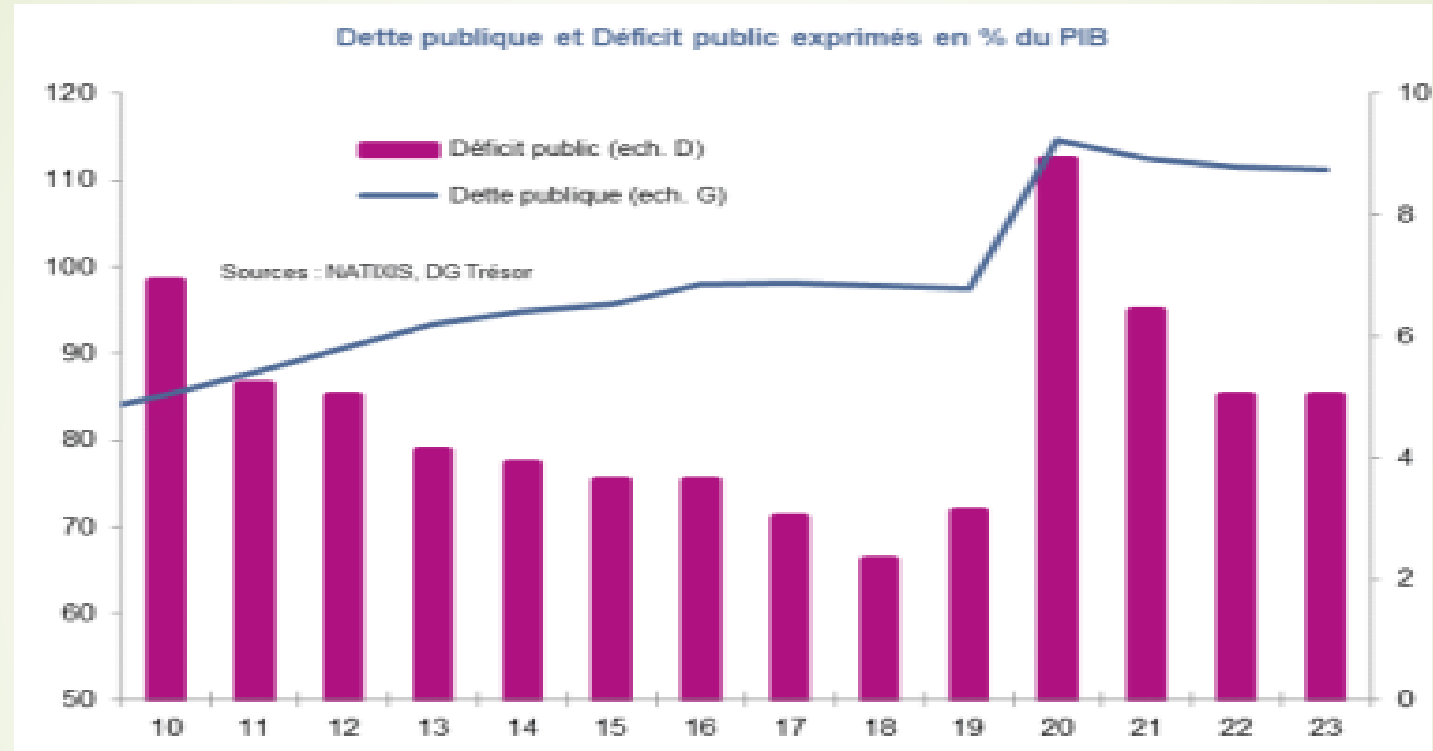
- Généralités
- Indicateurs financiers
- Dotations
- Revalorisation forfaitaire des bases
- Fiscalité
- Soutien à l'investissement
- Mesures de soutien face à la crise énergétique et à l'inflation

Baisse en volume du budget de l'Etat 2023

- Après **plusieurs années** marquées par un **budget fortement expansionniste** en réponse à la crise sanitaire, le **déficit budgétaire devrait diminuer en 2023**.
- D'après la loi de finances 2023, le **déficit public** devrait atteindre **5 % du PIB en 2022** (après 6,4 % en 2021) et s'y **stabiliser en 2023**.
- Le **ratio de dépenses publiques** devrait poursuivre sa **baisse en 2023**. Il s'établira à **56,6 % du PIB**, malgré la mobilisation des finances publiques pour protéger les ménages et les entreprises contre la crise énergétique.
- **La LF 2023 prévoit une baisse de 1,5 % en volume pour les dépenses publiques**.
- Un **risque** pèse sur les finances publiques françaises **avec la montée des taux directeurs de la BCE** et la mauvaise conjoncture macroéconomique.
- Le poids de **la dette va donc augmenter dans les années à venir** et contraindre la France à plus de rigueur dans la gestion de ses finances publiques

La FRANCE

Baisse en volume du budget 2023



		2021	2022p	2023p	2024p	2025p	2026p	2027p
Solde public	% du PIB	-6,5	-5	-5	-4,5	-4	-3,4	-2,9
Dette publique	% du PIB	112,8	111,5	111,2	111,3	111,7	111,6	110,9
Taux de dépense publique	% du PIB	58,4	57,6	56,6	56,6	55	54,3	53,8
Croissance en volume du budget	%	2,6	-1,1	-1,5	-0,6	0,3	0,2	0,6
Croissance du PIB (vol.)	%	6,8	2,7	1,0	1,6	1,7	1,7	1,8

Source : DG Trésor, Natixis

Retour sur la mesure phare de la LF 2022 : la réforme des indicateurs financiers

RAPPEL

LE RÔLE DES INDICATEURS FINANCIERS

LE POTENTIEL FISCAL : C'est un **indicateur de richesse fiscale**. Il correspond à la somme **que produirait les taxes directes** de la collectivité si l'on appliquait aux bases **le taux moyen national d'imposition**. Il mesure la capacité qu'à la collectivité à lever des produits fiscaux sur son territoire.

LE POTENTIEL FINANCIER : correspond au potentiel fiscal **majoré de la dotation forfaitaire** perçue par les communes.

L'EFFORT FISCAL : permet de **mesurer la pression fiscale exercée** sur le territoire de la collectivité. Il est constitué du rapport entre les produits fiscaux levés sur le territoire de la commune (commune et EPCI) et le potentiel fiscal.

L'UTILISATION DES INDICATEURS DANS LE CALCUL DES DOTATIONS

La Dotation de Solidarité Rurale (**DSR**)
La Dotation de Solidarité Urbaine (**DSU**)
La Dotation Nationale de Péréquation (**DNP**)
LE **FSRIF** (attribution et contribution)
LE **FPIC** (attribution et contribution)
La **DSC** (dotation solidarité communautaire)

La Dotation de Solidarité Rurale (**DSR**)
La Dotation de Solidarité Urbaine (**DSU**)
La Dotation Nationale de Péréquation (**DNP**)
LE **FPIC** (attribution) LE **DSC**

Intégration de nouvelles ressources dans le calcul du potentiel fiscal

RAPPEL

PERIMETRE ACTUEL

PERIMETRE A PARTIR DE 2022

Produit théorique TFB TFNB TH (bases communales x taux moyen national)+ Taxe additionnelle à la TFNB

Redevance des mines, prélèvement sur le produit des jeux, surtaxe sur les eaux minérales, DCRTP, FNGIR + attribution de compensation perçue (communes en FPU)

Impôts économiques (CFE, CVAE, IFER, TASCOM) au prorata de la pop. de la communes au sein de l'EPCI

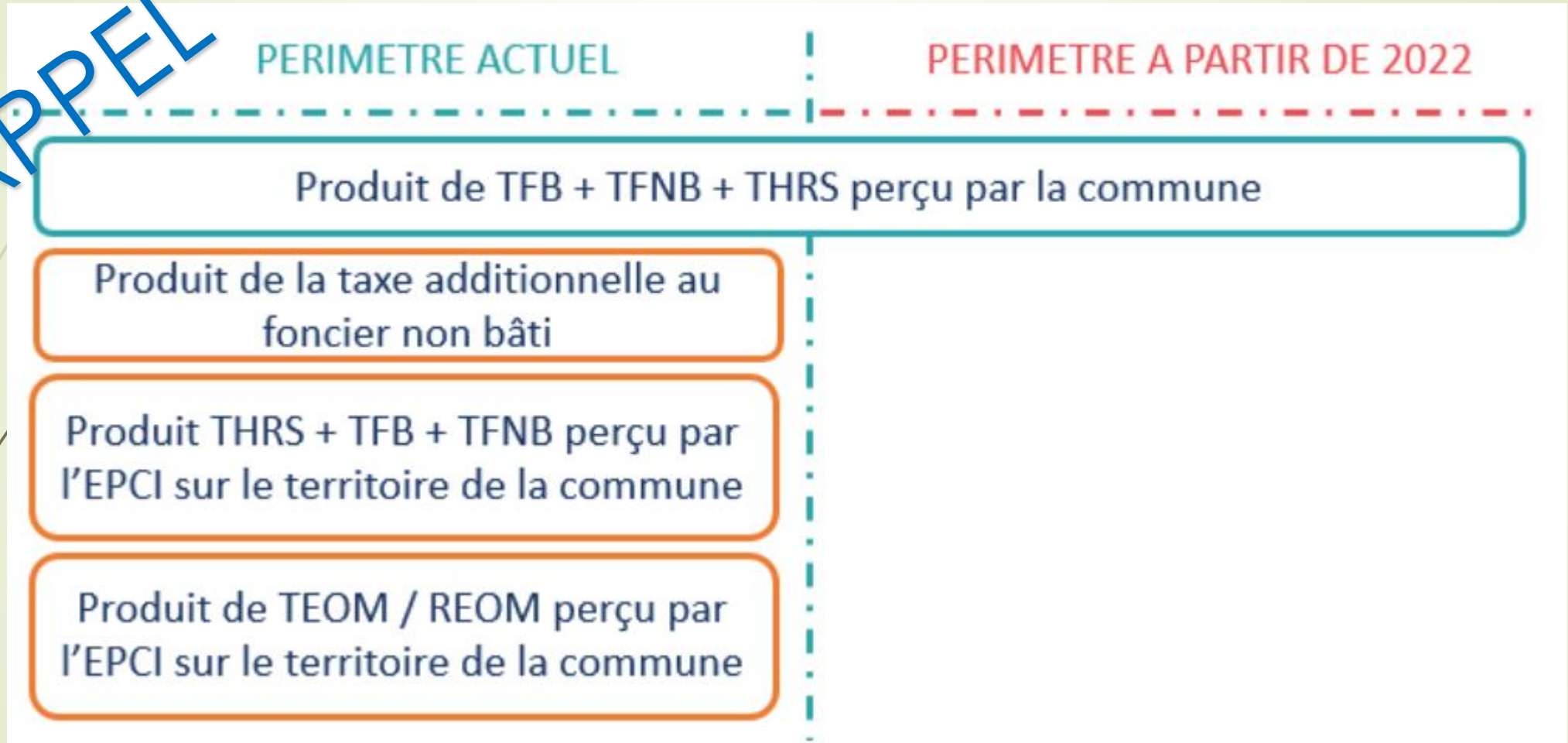
TH de l'EPCI répartie au prorata de la pop. de la commune

Fraction de la TVA n-1 perçue par l'EPCI répartie au prorata de la pop. de la commune

DMTO (moyenne des 3 dernières années)
TLPE- Taxe sur les pylônes- Majoration de THRS
Taxe additionnelle à la taxe sur installations nucléaires

Modification du périmètre de calcul de l'effort fiscal

RAPPEL



Le Comité des Finances Locales a recommandé en juillet 2021 le remplacement de l'effort fiscal par le revenu par habitant. Ainsi, les futures lois de finances pourraient modifier de manière plus conséquente cet indicateur financier.

Mesure de l'impact de la hausse plus importante du potentiel fiscal

✘ Perte de l'éligibilité

- ▲ Part principale de la DNP
- ▲ 3 fractions de la DSR
- ▲ DSU
- ▲ FPIC (bénéficiaire)
- ▲ FSRIF (bénéficiaire)

↘ Diminution des attributions

- ▲ Part principale DNP
- ▲ 3 fractions de la DSR
- ▲ DSU
- ▲ FPIC
- ▲ FSRIF

↗ Hausse des contributions

- ▲ Ecrêtement DF
- ▲ FPIC
- ▲ FSRIF

A contrario, dans le cas d'une hausse moins importante que la moyenne les évolutions seront inverses

Mesure de l'impact d'une diminution plus importante de l'effort fiscal

✘ Perte de l'éligibilité

- ▲ Part principale de la DNP
- ▲ Reversement FPIC

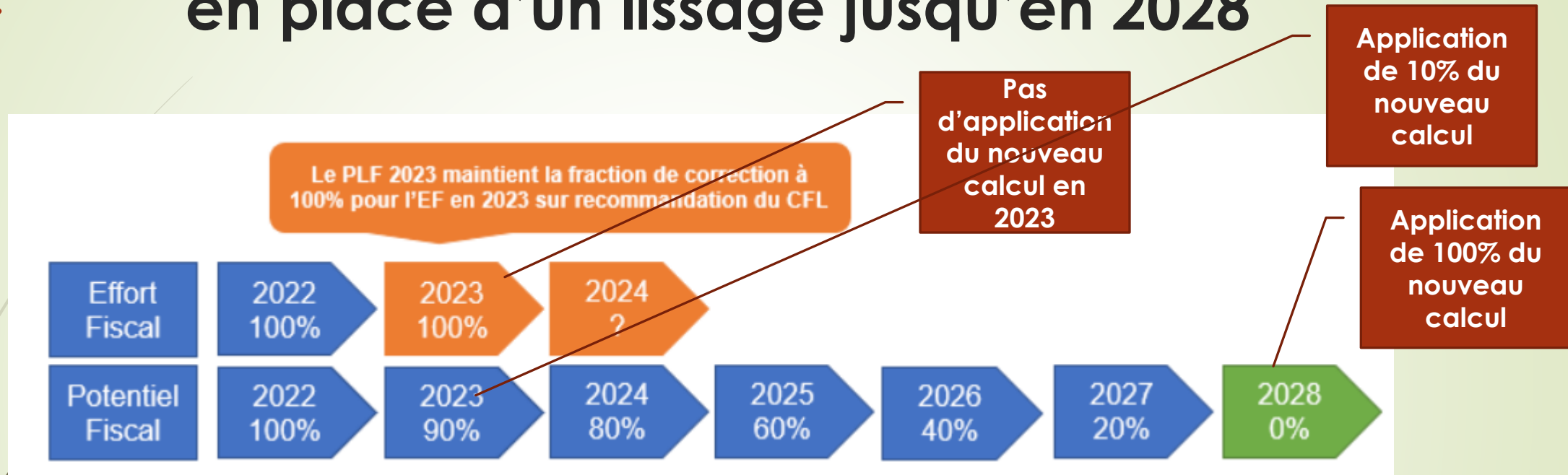


Diminution des versements

- ▲ Part principale DNP
- ▲ 3 fractions DSR
- ▲ DSU
- ▲ FPIC

A contrario, dans le cas d'une diminution moins importante que la moyenne les évolutions seront inverses

Impact à partir de 2023, mais avec la mise en place d'un lissage jusqu'en 2028



Si la fraction de correction devait initialement s'appliquer de 2023 à 2028 pour l'effort fiscal comme pour le potentiel fiscal, la **LF 2023 intègre un maintien de la fraction de correction à 100% pour l'effort fiscal en 2023**. En effet, le Comité des Finances Locales avait recommandé cette mesure afin de laisser le temps à des futures réflexions pour remplacer l'effort fiscal par un indicateur plus représentatif de la richesse fiscale de la commune. Le maintien ou non de cette correction intégrale en 2024 n'est pas énoncé par la LF 2023.

La DGF du bloc communal

DGF : calcul de la dotation forfaitaire en 2023 : vers la fin de l'écrêtement ?

Rappel du mode de calcul en 2022 :

Dotation forfaitaire N-1

+ / -

Variation de la population DGF N / N-1

-

Ecrêtement si le Potentiel fiscal/hab >
85% du potentiel fiscal moyen/hab
(Max. 1% des RRF N-2)

Calcul pour 2023

Dotation forfaitaire N-1

+ / -

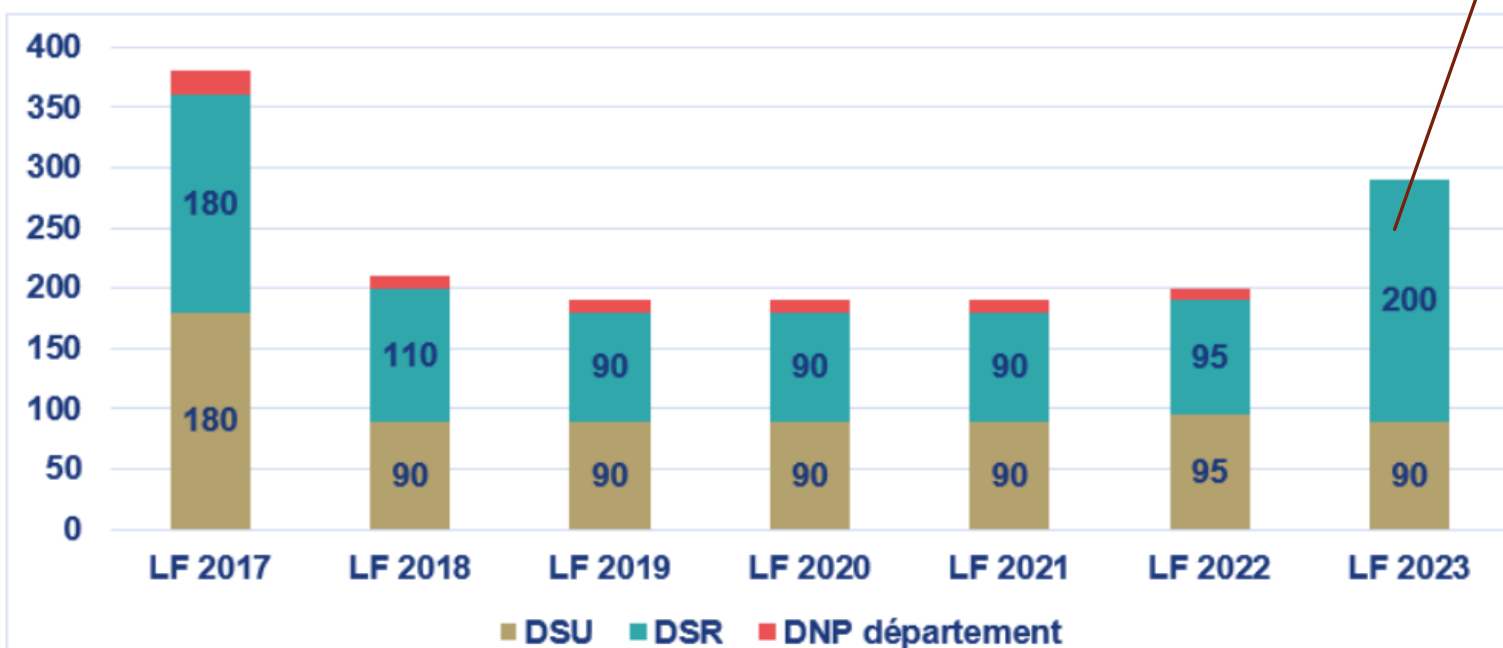
Variation de la population DGF N / N-1

La DGF du bloc communal

Péréquation verticale : abondements en baisse et modification de la DSR

Depuis la fin 2018, les dotations de péréquation verticale sont **moins abondées** qu'auparavant. Pour **2023**, les abondements de DSU et de DSR étaient fixés en PLF initial à 90 M€, contre 95 M€ en 2022. Néanmoins cet **abondement** a été porté à **200 M€ pour la DSR**. **60%** de ces 200 M€ bénéficieront à la **fraction péréquation** de la DSR

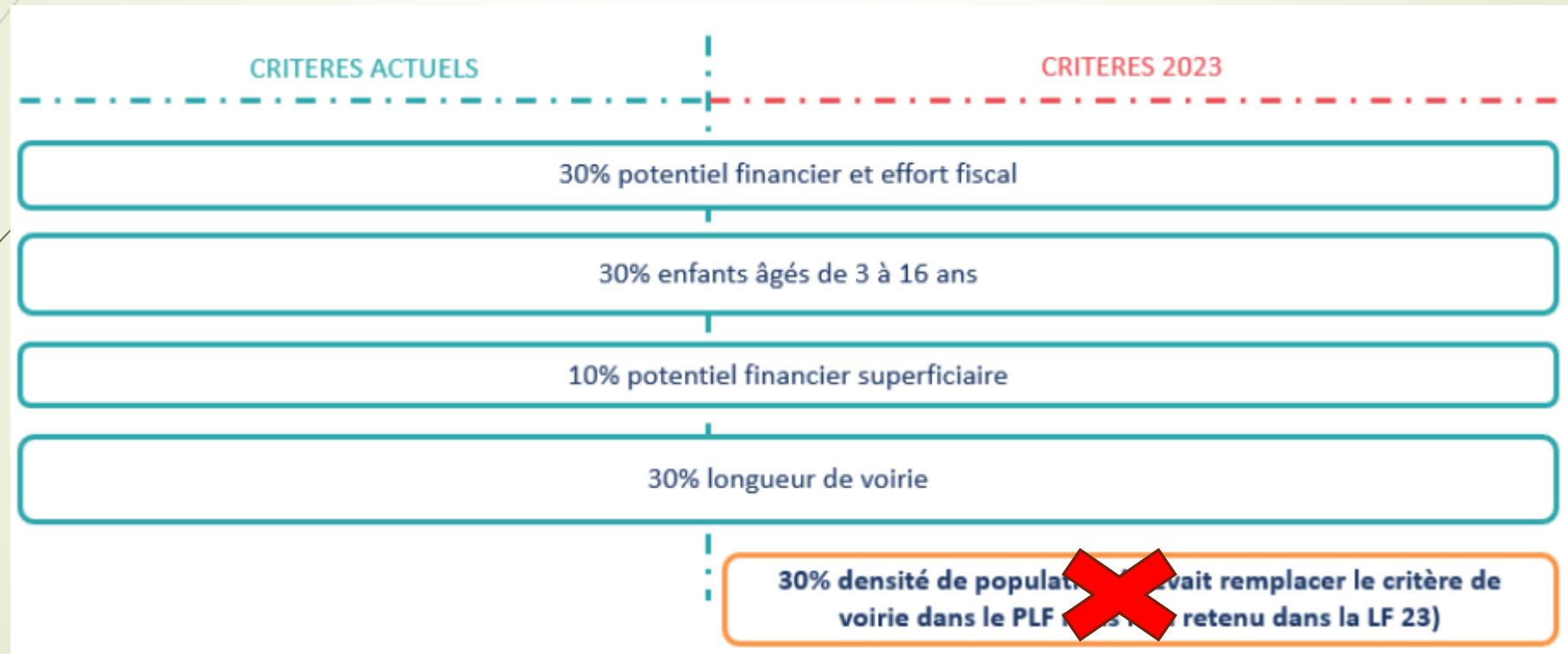
Détail des abondements des dotations de péréquation verticale (en M€) :



Gros
abondement
supplémentaire
de 110 M€

La DGF du bloc communal

DSR: abandon du remplacement du critère longueur de voirie par le critère densité

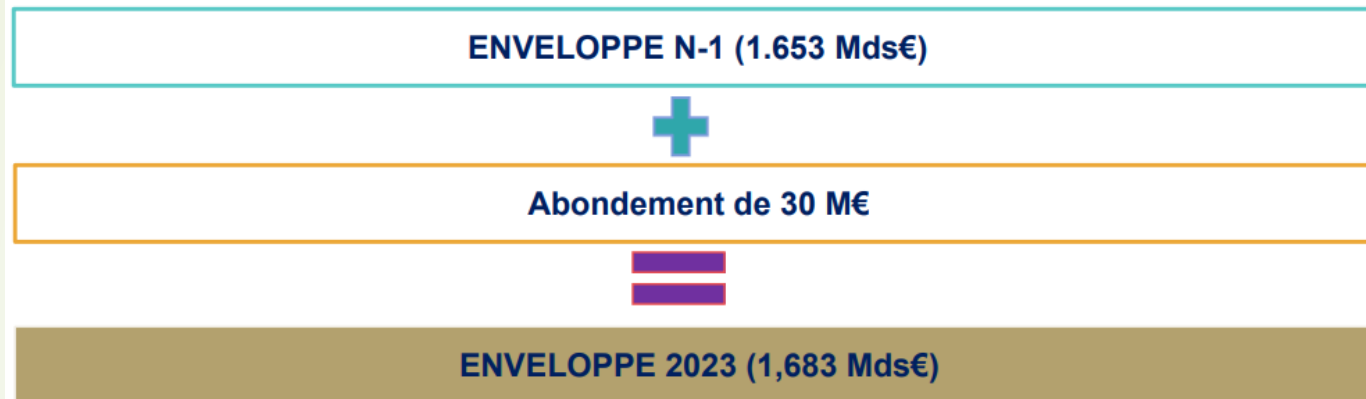


Reyrieux 33,5 Km de voiries

La DGF du bloc communal

La dotation d'intercommunalité des EPCI (article 195 LF 23)

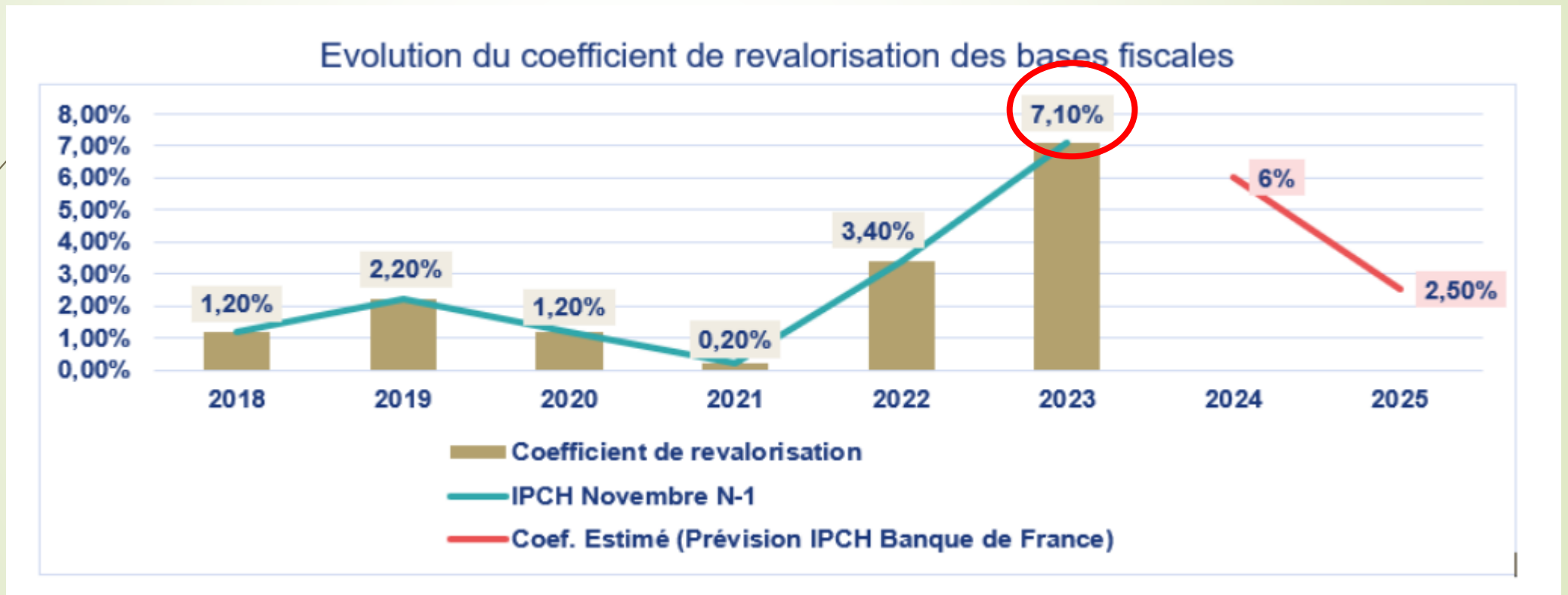
Abondement renouvelé de 30 M€ et un calcul **inchangé** :



L'écrêtement de la dotation de compensation

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Montant total de l'écrêtement annuel	119,6 M€	103,8 M€	146,1 M€	106,8 M€	114,9 M€	89,4 M€	94,7 M€	103 M€	0€
<i>Taux d'écrêtement annuel</i>	<i>-2,18%</i>	<i>-1,94%</i>	<i>-2,78%</i>	<i>-2,09%</i>	<i>-2,30%</i>	<i>-1,83%</i>	<i>-1,97%</i>	<i>-2,19%</i>	<i>Stable</i>

Coefficient de revalorisation forfaitaire des bases pour 2023





Mesures ayant un impact sur les EPCI

Progression de la fraction de TVA 2022 pour les EPCI

=> + 9,6% (vs + 2,89% prévu)

Suppression de la CVAE

Poursuite de l'allègement des impôts de production

=> Compensation par fraction de TVA

Une modification de la taxe sur les logements vacants (TLV) et de la majoration de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)

- L'article 73 de la LF23 vise à étendre l'applicabilité de la taxe annuelle sur les logements vacants et de la Taxe d'habitation sur les résidences secondaires.
- A partir du 1^{er} janvier 2023, ces deux taxes seront également applicables dans les autres communes où il existe également « **un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande, un niveau élevé de loyers, un niveau élevé de prix d'acquisition,** ».
- Les communes impactées seront listées dans un décret à paraître.
- La publication du décret permettant **d'établir les zones concernées** par la TLV est **retardée**, mais **donne la possibilité** aux communes déjà en zone tendue **de délibérer jusqu'au 28 février 2023, pour instituer la taxe d'habitation sur les logements vacants** (art. 1407 bis du CGI) ou la **majoration de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale** (art. 1407 ter du CGI).

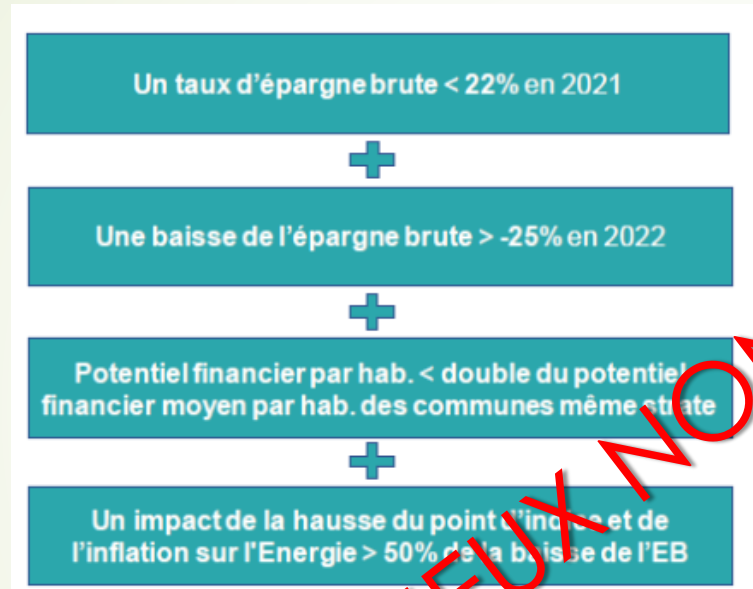
Soutien à l'investissement

Via le
CRTE

	LF 2022	LF 2023
FCTVA	6,5 Mds€	6,7 Mds€
DSIL	907 M€ <i>Dont 337M€ d'enveloppe exceptionnelle</i>	570 M€
DETR	1,046 Mds€	1,046 Mds€
DPV	150 M€	150 M€
DSID	212 M€	212 M€
TOTAL	8,8 Mds€	8,7 Mds €

Les mesures de soutien face à la crise énergétique

Filet de sécurité 2022



Mode de calcul

REYRIEU X NON ELIGIBLE

Critères d'éligibilité cumulatifs



Le point nature

REYRIEU X

Les mesures de soutien face à la crise énergétique

Nouveau filet de sécurité 2023

Critères d'éligibilité cumulatifs

Une baisse de l'épargne brute > -15% entre 2022 et 2023 (constatée au CA)



Potentiel financier par hab. < double du potentiel financier moyen par hab. des communes même strate

Mode de calcul

Hausse constatée en 2023 liée à l'augmentation des dépenses d'énergie, électricité et chauffage urbain



50% de la hausse des RRF en 2023 par rapport à 2022



50% de cette différence sera la dotation de compensation

REYRIEUX ELIGIBLE ?

Les mesures de soutien face à la crise énergétique

Amortisseur électricité 2023

Mode de calcul

L'amortisseur portera sur 50% des volumes d'électricité consommé

L'Etat prendra en charge l'écart entre le prix de l'électricité au contrat et 180 €/MWh

Dans la limite de 320 €/MWh

REYRIEUX NON CONCERNE



Débat d'Orientation Budgétaire

Situation financière à fin 2022

Rappel des 4 principaux indicateurs d'alerte

TAUX D'ÉPARGNE BRUTE

Définition de l'épargne brute : elle se calcule comme la différence entre l'épargne de gestion (RRF – DRF) et les intérêts de la dette.

Elle permet de mesurer la capacité de la collectivité à supporter le remboursement en capital de la dette et sa possibilité de financement, et éventuellement d'investir.

Définition du taux d'épargne brute : Il s'agit de l'épargne brute rapportée aux recettes réelles de fonctionnement



Critique si < 10% RRF
Conseillé > 20% RRF

TAUX EPARGNE NETTE

Définition : elle se calcule comme la différence entre l'épargne brute et le remboursement en capital de la dette.

Elle permet de mesurer la capacité de la collectivité à réaliser des investissements avec son autofinancement et sans avoir recours à l'emprunt



Critique si < 0
Conseillé >10% RRF

CAPDES

Définition de la capacité de désendettement : Elle se calcule en divisant l'encours de dette d'une collectivité par son épargne brute.

Elle permet de déterminer le nombre total d'années nécessaires pour rembourser le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre toute son épargne brute.



Critique si >10 ans
Conseillé entre 5 et 8 ans

TAUX REMBTS / CAF brute

Définition : Elle se calcule en divisant les remboursements en capital par l'épargne brute.

Elle permet de déterminer la part de l'épargne consacrée au remboursement des emprunt



Critique si >100%
Conseillé < 50-60%

RAPPEL : historique situations financières de la commune

Face à une **situation financière alarmante en 2017** avec:

- *Un taux d'épargne brute à **9% !!!!***
- *une épargne nette de **-270 K€ !!!***
- *une capacité de désendettement de **14,6 ans !!!***
- *un taux de remboursement / CAF brute de **169% !!!,***

l'ancienne équipe se voit alors dans l'obligation de réagir **en réduisant drastiquement** mais sans cohérence avec les besoins, les dépenses de fonctionnement et les investissements.

En effet les dépenses d'investissements constatées sur le mandat furent en moyenne de **152€/hab vs 303€/hab** pour la strate.

Il est décidé par ailleurs le refinancement de 4 emprunts qui a coûté **400K€** à la commune sans réellement améliorer sa capacité à investir.

La **situation fin 2019 est alors:**

- *une épargne nette de **164 K€***
- *Un taux d'épargne brute à **17,6 %***
- *une capacité de désendettement de **5,9 ans***
- *un taux de remboursement / CAF brute de **78%***

Si une amélioration doit être constatée, la situation financière de la commune **fin 2020** reste fragile du fait:

- d'une insuffisance d'investissement durant le précédent mandat et du **vieillement du patrimoine et des infrastructures, alors que des besoins importants se faisaient jour,**
- d'un **remboursement de la dette beaucoup trop important** par rapport à sa CAF et ses besoins d'investissement,
- d'une **capacité à investir très insuffisante.**

RAPPEL : historique situations financières de la commune (suite)

En **2021** situation financière de la commune **s'améliore sensiblement** grâce :

- Une **augmentation très importante des recettes** de fonctionnement : **≈ +660 K€**
 - Prévues et budgétées : l'augmentation de la **TF** ≈ + 460 K€
 - Imprévues avec une **DMTO** ≈ +200 K€ (hors régularisations)
- Une **bonne maîtrise des dépenses de fonctionnement** qui évoluent de **+2%** malgré un **réajustement nécessaire des effectifs et des frais de personnel** à +4,5%.
- Les **charges à caractère général ont été bien tenues** à +1,5% et les **charges de gestion courantes en économie** de -3,8%



- Ceci a permis de dégager une épargne brute exceptionnelle puisque elle s'élève alors à plus de **1 600 K€** et **l'épargne nette** qui était négative en 2018 dépasse le **1 M€**



- Cette épargne nette a été en partie réinvestie dans les **dépenses d'équipements** qui **ont dépassé 1,3 M€ cette année** (y compris les RAR)

Situation financière de la commune fin 2022

En **2022** la situation financière de la commune **s'améliore légèrement** grâce à :

- Une **augmentation des recettes** réelles de fonctionnement de \approx **+200 K€** en particulier grâce à une **DMTO** de plus de \approx 600 K€ (vs 426K€ en 2021)
- Une **faible augmentation des dépenses** réelles de fonctionnement qui évoluent de **+ 1,1%** avec :
 - une **augmentation des frais de personnel** de **+2,2%** (augmentation indice et resto scolaire pdt 4 mois),
 - des **charges à caractère général** bien tenues à **+1,2%**,
 - des dépenses d'**énergies** légèrement inférieures à 2021 (-20 K€) grâce à un contrat avec le SIEA qui nous a protégé des augmentations constatées partout ailleurs



- Ceci devrait permettre de dégager une **épargne brute** de plus d' **1,7M€** et une **épargne nette** de plus de **1,1 M€ après remboursement des 590 k€** du capital de la dette
- A cela il faut rajouter des **subventions d'équipements** de plus de **380 K€**



- Ceci nous a permis d'investir plus de **1,5 M€** (y compris les RAR) cette année dans des **équipements** pour la commune



Débat d'Orientation Budgétaire
Compte Administratif provisoire
2022

Compte Administratif 2022 provisoire

Section fonctionnement

Chapitres	LIBELLES CHAPITRES	CA 2022	BP 2022	CA 2021	Ecart CA 2022/ BP 2022	Ecart CA 2022/ CA 2021	%Ev CA 2022/CA 2021
TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT							
13	Atténuations de charges	7 679,01	20 000,00	35 001,03	- 12 321	- 27 322	-78,1%
70	Produits et services	142 146,13	57 766,00	56 288,36	84 380	85 858	152,5%
73	Impôts et taxes	4 605 229,26	4 257 618,28	4 392 307,93	347 611	212 921	4,8%
74	Dotation et participations globale de fonctionnement	511 009,78	543 504,71	606 574,93	- 32 495	- 95 565	-15,8%
75	Autres produits de gestion courante	103 252,65	65 877,50	70 222,75	37 375	33 030	47,0%
	Total recettes gestion courante	5 369 316,83	4 944 766,49	5 160 395,00	424 550	208 922	4,0%
77	Produits exceptionnels	31 154,61	30 000,00	25 693,29	1 155	5 461	21,3%
	Total recettes réelles de fonctionnement	5 400 471,44	4 974 766,49	5 186 088,29	425 705	214 383	4,1%
42	Opérations d'ordre	178,00	178,00	178,00	-	-	0,0%
	Total recettes de fonctionnement	5 400 649,44	4 974 944,49	5 186 266,29	425 705	214 383	4,1%
2	Résultat de fct reporté ou anticipé	982 857,07	982 857,07	719 721,94	-	263 135	36,6%
	Total recettes de fonctionnement cumulées	6 383 506,51	5 957 801,56	5 905 988,23	425 705	477 518	8,1%
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT							
11	Achats et charges à caractère général	990 883,03	1 323 118,10	979 154,08	- 332 235	11 729	1,2%
12	Charges de personnel	1 938 584,64	2 023 958,15	1 895 983,66	- 85 374	42 601	2,2%
65	Autres charges de gestion courantes	512 049,94	573 065,57	506 603,11	- 61 016	5 447	1,1%
14	Atténuation de produit	115 604,81	111 000,00	106 560,36	4 605	9 044	8,5%
	Total dépenses de gestion courante	3 557 122,42	4 031 141,82	3 488 301,21	- 474 019	68 821	2,0%
66	Charges financières	63 469,88	69 104,32	78 104,37	- 5 634	- 14 634	-18,7%
67	Charges exceptionnelles	99,40	-	15 709,00	99	- 15 610	
22	Dépenses imprévues	-	100 000,00	-	- 100 000	-	
	Total dépenses réelles de fonctionnement	3 620 691,70	4 200 246,14	3 582 114,58	- 579 554	38 577	1,1%
42	Opérations d'ordre (amortissement, cession immos)	94 593,49	109 440,00	95 793,69	- 14 847	- 1 200	-1,3%
	Total dépenses de fonctionnement	3 715 285,19	4 309 686,14	3 677 908,27	- 594 401	37 377	1,0%
23	Virement à la section investissement	-	1 548 115,42	-	- 1 548 115	-	
	Total dépenses de fonctionnement cumulées	3 715 285,19	5 857 801,56	3 677 908,27	- 2 142 516	37 377	1,0%

Compte Administratif 2022 provisoire

Section investissement

	LIBELLES CHAPITRES	CA 2022	BP 2022	CA 2021	Ecart CA 2022/ BP 2022	Ecart CA 2022/ CA 2021	%Ev CA 2022/CA 2021
TOTAL DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT							
13	Subventions d'investissements	383 688,05	204 946,00	7 291,82	178 742	376 396	5162%
	Total recettes d'équipement	383 688,05	204 946,00	7 291,82	178 742	376 396	5162%
10	Dotations , fonds divers et réserves	320 502,47	348 433,56	513 271,38	- 27 931	- 192 769	-38%
1068	Excédents de fonctionnement capitalisé	1 245 222,89	1 245 222,89	529 823,54	-	715 399	135%
165	Dépôts et cautionnements reçus	850,00	-	-	850	850	
24	Produits de cessions d'immobilisation	-	70 000,00	-	- 70 000	-	
	Total recettes financières	1 566 575,36	1 663 656,45	1 043 094,92	- 97 081	523 480	50%
	Total recettes réelles d'investissement	1 950 263,41	1 868 602,45	1 050 386,74	81 661	899 877	86%
21	Virement de la section fonctionnement	-	1 548 115,42	-	- 1 548 115	-	
40	Ordres transfert entre sections (amortissements immos)	94 593,49	95 000,00	95 793,69	- 407	- 1 200	-1%
	Total recettes d'investissement cumulées	2 044 856,90	3 511 717,87	1 146 180,43	- 1 466 861	898 676	78%
	Reste à réaliser	110 000,00	110 000,00	110 000,00	-	-	0%
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT							
20-21-23	Total dépenses d'équipements	1 232 227,59	1 518 022,80	1 049 370,06	- 285 795	182 858	17%
10222	Remboursement FCTVA	169,00	169,00	-	-	169	
1641	Remboursements d'emprunts et dettes (capital)	590 929,61	593 929,61	593 929,61	- 3 000	- 3 000	-1%
165	Dépôts et cautionnements	850,00		440,16	850	410	93%
20	Dépenses imprévues	-	154 195,57	-	- 154 196	-	
	Total dépenses financières	591 948,61	748 294,18	594 369,77	- 156 346	- 2 421	0%
	Total dépenses réelles d'investissement	1 824 176,20	2 266 316,98	1 643 739,83	- 442 141	180 436	11%
40	Opération ordre transfert entre sections	178,00	178,00	178,00	-	-	0%
41	Opérations patrimoniales			42 390,00	-	- 42 390	-100%
	Total dépenses d'investissement	1 824 354,20	2 266 494,98	1 686 307,83	- 442 141	138 046	8%
1	Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé	1 081 565,11	1 081 565,11	583 827,71	-	497 737	85%
	Total dépenses d'investissement cumulées	2 905 919,31	3 348 060,09	2 270 135,54	- 442 141	635 784	28%
	Reste à réaliser	275 350,58	273 657,78	273 657,78	1 693	1 693	1%

Compte Administratif 2022 provisoire

Epargnes – résultats - ratios

EPARGNES et RATIOS	CA 2022	BP 2022	CA 2021	Ecart CA 2022/ BP 2022	Ecart CA 2022/ CA 2021	%Ev CA 2022/CA 2021
EPARGNE DE GESTION	1 812 194	913 625	1 672 094	898 570	140 101	8%
EPARGNE BRUTE (yc exceptionnel et hors amortissements)	1 779 780	674 520	1 603 974	1 105 259	175 806	11%
EPARGNE NETTE (yc exceptionnel et hors amortissements)	1 188 850	80 591	1 010 044	1 108 259	178 806	18%
% frais de personnel / DRF	53,5%	48,2%	52,9%	5,4%	0,6%	1,2%

RESULTATS et RATIOS	CA 2022	BP 2022	CA 2021	Ecart CA 2022/ BP 2022	Ecart CA 2022/ CA 2021	%Ev CA 2022/CA 2021
RESULTAT D'EXERCICE (yc exceptionnel , opé d'ordre, excédent de fct capitalisé hors report fct , solde d'exécution négatif hors RAR)	1 905 867	262 366	1 010 621	1 643 501	895 246	89%
FONDS DE ROULEMENT (yc exceptionnel, opérations d'ordre, reports, excédent de fct capitalisé, solde d'exécution négatif et RAR)	1 807 159	163 658	1 146 515	1 643 501	660 644	58%
ANNUITES	654 399	663 034	672 034	- 8 634	- 17 634	-3%
ENCOURS de la DETTE au 31/12/N	2 691 211	2 688 211	3 282 141	3 000	- 590 930	-18%
CAPACITE DE DESENDETTEMENT (5-7ans - max 10 ans)	1,5	4,0	2,0	- 2,5	- 0,5	-26%
PART REMBOURSEMENTS / EPARGNE BRUTE (50-60%)	33%	88%	37%	- 0,5	- 0,0	-10%
TAUX EPARGNE BRUTE yc exceptionnel	33,0%	13,6%	30,9%	19%	2%	7%



Débat d'Orientation Budgétaire Rétro-prospective 2020-2027 2023 - 2027

Prospective

- L'objectif de la prospective est d'appréhender la **capacité d'investissement** de la commune de Reyrieux **sur le mandat**
- Les principaux projets du mandat sont **répertoriés, priorisés, hiérarchisés, chiffrés**
- Les montants indiqués sont des **hypothèses ou des estimations**, il faut donc vérifier si elles se confirment et les **réajuster chaque année** en fonction du contexte rencontré

Prospective 2023 – 2027: Hypothèses générales projetées

Hypothèses générales recettes de fct

Atténuation de charges :

10 K€ / an (baisse de l'absentéisme) (vs 60 K€ en 2019)

Produits et services:

Resto scolaire : 260 K€ / an en 2023, + 20 K€ en 2024 puis stable

Autres services: stables

Impôts et taxes:

TF : pas de hausse des taux – Hausse des bases 7,1% en 2023, 6% en 2024, 2,5% en 2025 2% en 2026

DSC: 207K€ en 2023 puis 200K€ / an les années suivantes

Taxes pylônes : + 1,5% /an

TCFE : 70 K€ / an stable

DMTO : 250 K€/an (vs 614 K€ en 2022) retournement du marché immobilier

Dotations et participations globales de fct

Dotation forfaitaire : 70 K€ (pas d'écrêtement en 2023) puis 56 K€ en 2024, 39 K€ en 2025, 23 K€ en 2026 et 0 en 2027

DSR : 75 K€ / an

FCTVA : 15 K€ en 2023 puis 5K€ /an

Prospective 2023 – 2027: Hypothèses générales projetées

Hypothèses générales dépenses de fct

Attention : coûts de fonctionnement non chiffrés pour futurs investissements

Charges à caractères générales :

+51% en 2023/CA 2022 (+519K€ dont +200K€ pour énergies, +135K€ resto scolaire, +60K€ entretiens divers, +25 K€ marché nettoyage, +30K€ honoraires PLU et recrutement DST, +65K€ +6,5% d'inflation...)

puis application des taux d'évolution prévu par la Banque de France à savoir:

+2,5% en 2024, 2,1% en 2025, + 1,8% en 2026, + 1,5 % en 2027

Charges personnel :

+18,6% en 2023/CA 2022 (+360K€ dont +148K€ personnel resto scolaire, +92K€ augmentation de 3 points d'indice 6 mois en 2022 + 3 points d'indice 6 mois en 2023, +44K€ participation mutuelle, + 20K€ augmentations individuelles, +49K€ absence DGS, + 5K€ GUSO, +10K€ CIA, -9K€ solde D/A...)
+ 100K€ en 2024 puis + 2,5% par an

Charges des gestion courantes et atténuation de produit :

SIEA: +3% / an

Subventions associations: +43% en 2023/CA 2022 (périscolaire centre social Espace) puis stabilité

Rémunération élus et autres : +1,6 % en 2023 (augmentation indice) puis stable

SRU: 80 K€ /an

FPIC: 45 K€ soit +20,3% en 2023 puis + 3%/an

Charges financières historiques

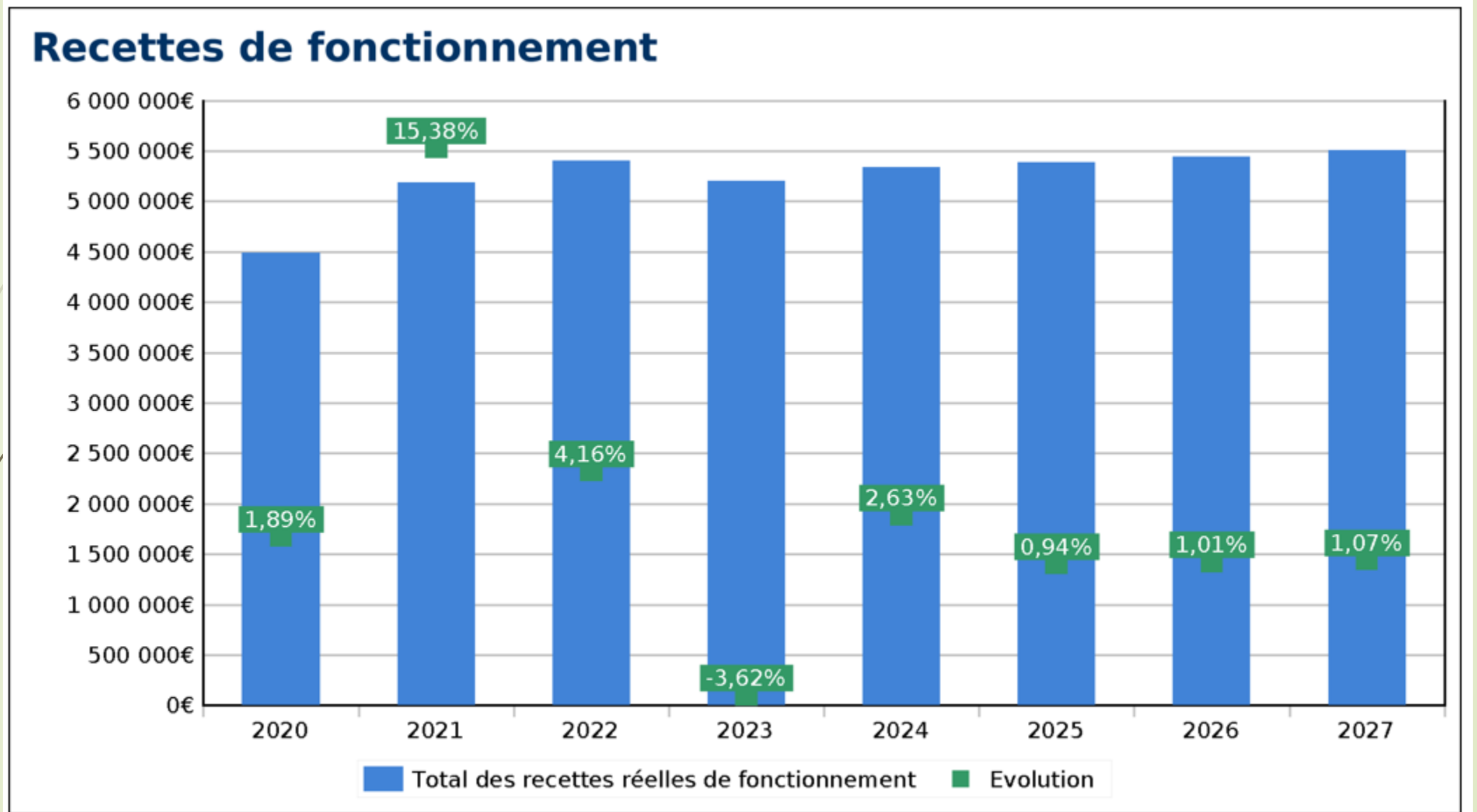
54K€ en 2023, 41,3 K€ en 2024, 29 K€ en 2025, 18,7K€ en 2026, 12,8K€ en 2027

Prospective 2023 – 2027: Section fonctionnement

	Rétrospective			Prospective				
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Produit des contributions directes	2 207 867	2 338 548	2 442 181	2 575 442	2 728 598	2 796 242	2 865 577	2 936 645
Fiscalité indirecte	1 707 849	2 052 583	2 163 048	1 805 159	1 798 328	1 798 658	1 798 993	1 799 332
Dotations	278 519	606 575	511 010	470 641	441 141	423 141	408 141	395 141
Autres recettes d'exploitation	299 594	187 205	284 232	353 500	373 500	373 500	373 500	373 500
Total des recettes réelles de fonctionnement	4 493 830	5 184 911	5 400 472	5 204 742	5 341 567	5 391 540	5 446 210	5 504 618
Charges à caractère général (chap 011)	964 010	979 154	990 883	1 505 357	1 542 991	1 575 394	1 603 751	1 627 807
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	1 810 819	1 895 984	1 938 585	2 298 307	2 400 000	2 460 000	2 521 500	2 584 538
Autres charges de gestion courante (chap 65)	525 829	506 603	512 050	641 467	658 885	662 439	666 099	669 869
Intérêts de la dette (art 66111) (*)	93 415	80 217	67 089	54 096	42 052	70 157	93 447	103 382
Autres dépenses de fonctionnement	112 630	120 157	112 085	123 327	124 898	126 372	128 624	130 492
Total des dépenses réelles de fonctionnement	3 506 703	3 582 115	3 620 692	4 622 554	4 768 826	4 894 361	5 013 421	5 116 087
Epargne de gestion	977 453	1 683 013	1 846 869	636 284	614 792	567 336	526 236	491 913
Intérêts de la dette	93 415	80 217	67 089	54 096	42 052	70 157	93 447	103 382
Epargne brute (*)	884 038	1 602 796	1 779 780	582 188	572 741	497 179	432 789	388 531
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645)	593 930	593 930	590 930	586 930	572 740	567 348	417 841	340 911
Epargne nette (*)	290 108	1 008 867	1 188 850	- 4 742	1	- 70 169	14 949	47 620

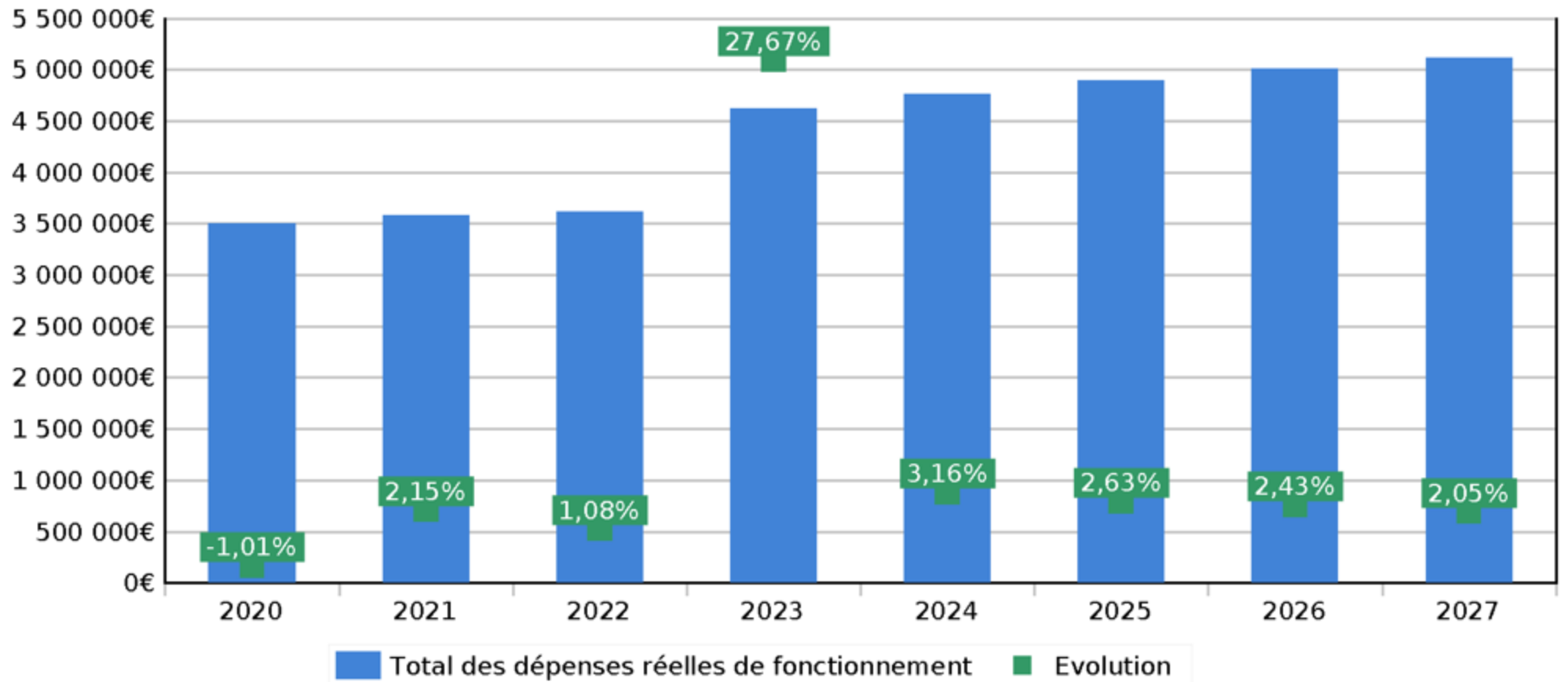
(*) Y compris intérêts et remboursements capital des nouveaux emprunts

Retro-prospective 2020 - 2027



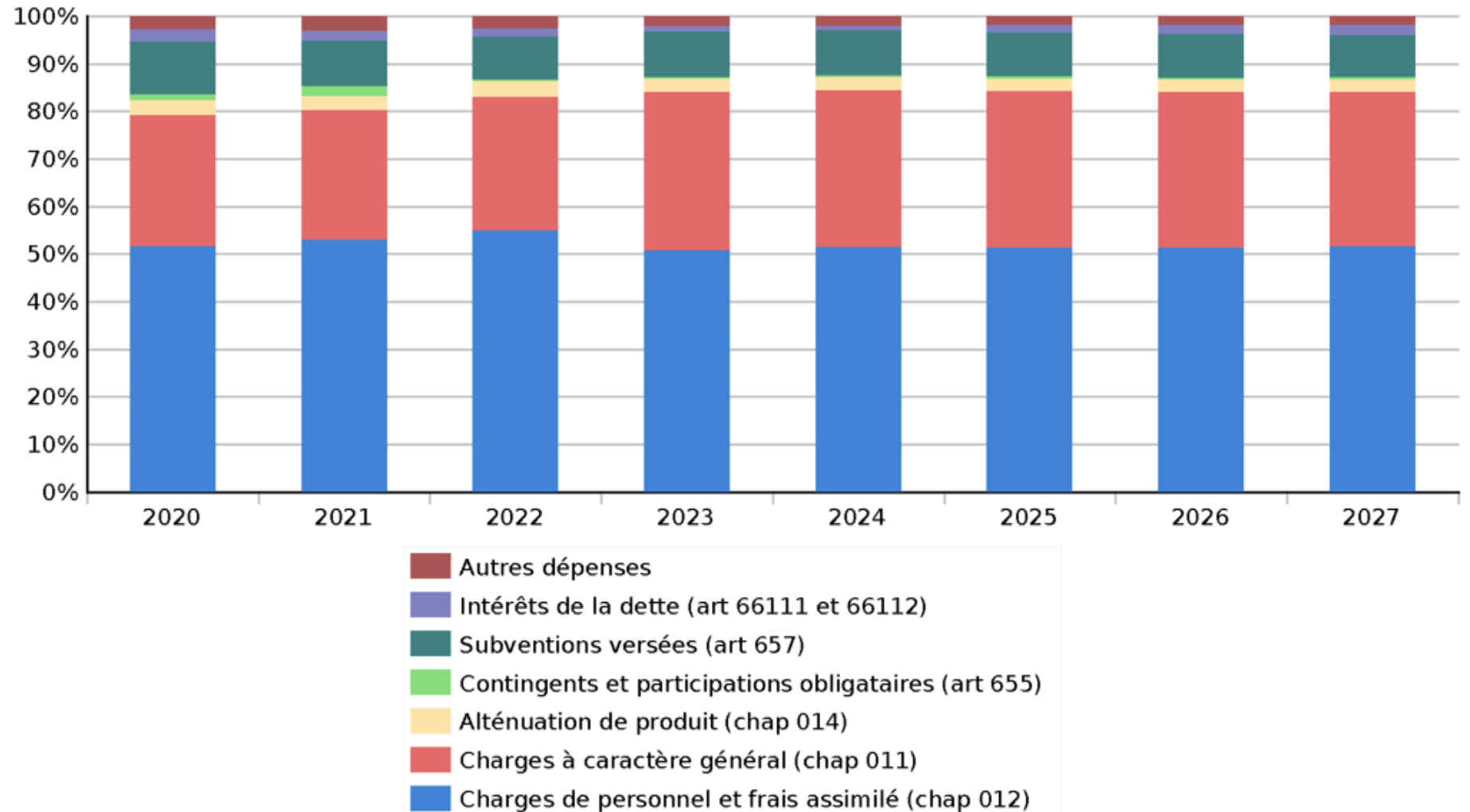
Retro-prospective 2020 - 2027

Dépenses de fonctionnement



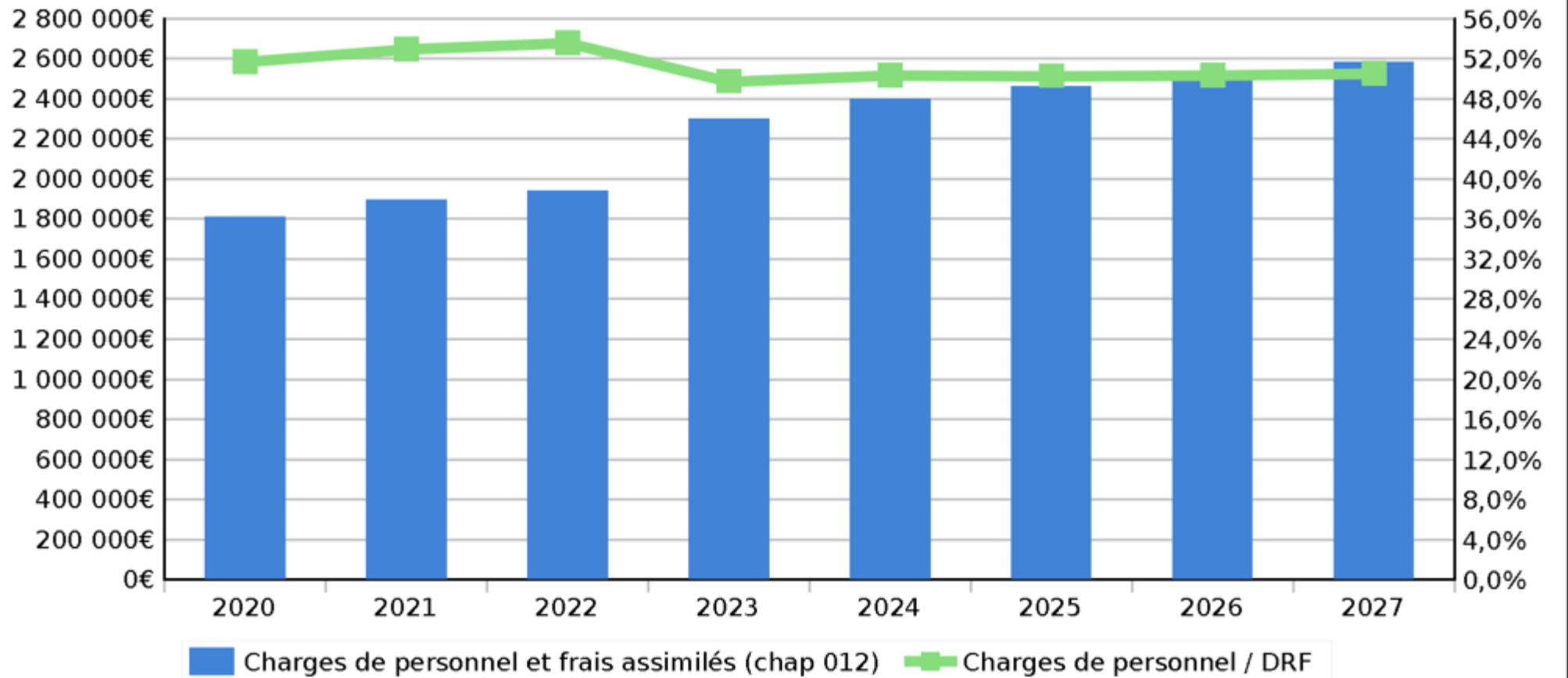
Retro-prospective 2020 - 2027

Répartition des dépenses de fonctionnement



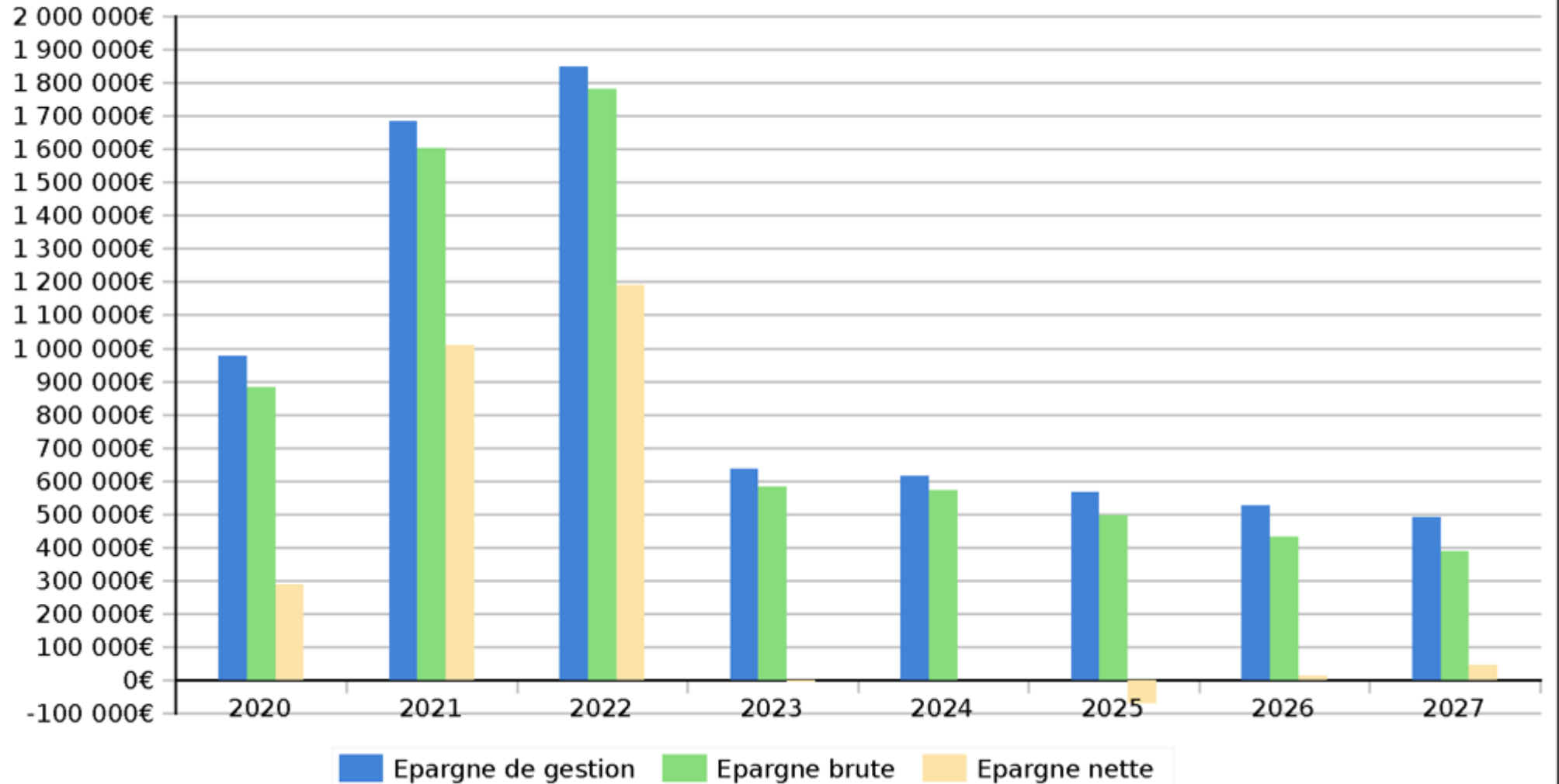
Retro-prospective 2020 - 2027

Charges de personnel



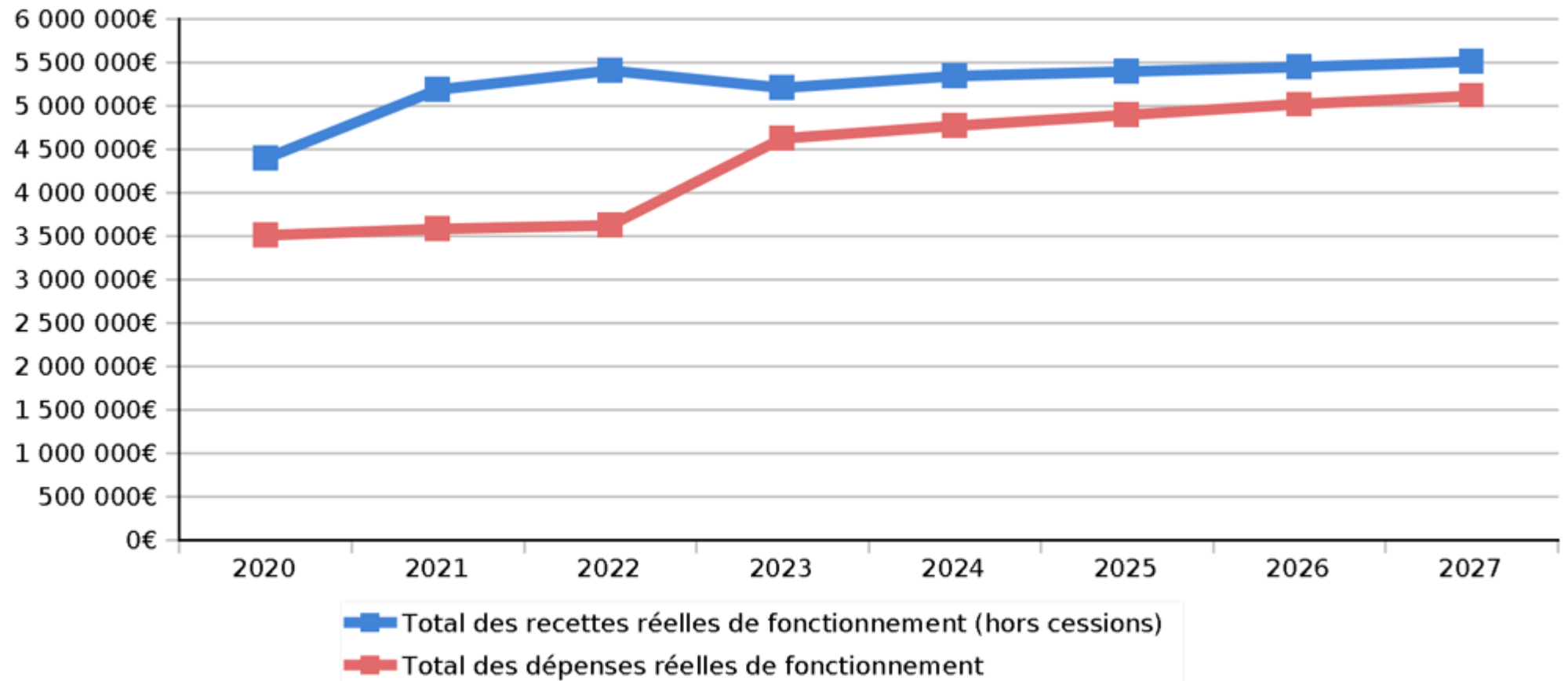
Retro-prospective 2020 - 2027

Epargnes



Retro-prospective 2020 - 2027

Effet de ciseau



Prospective 2023 – 2027: Hypothèses générales projetées

Hypothèses générales investissements

Dépenses

Equipements 2023 : 2272 K€ (avec RAR) puis voir PPI

Recettes

Subventions: 319 K€ en 2023 puis 1000 K€ pour groupe scolaire réparties sur 3 années (2026-2027-2028)

TA: 200 K€ en 2023 (renversement du marché de la construction neuve), 1400 K€ en 2024 (Lidl), 1000 K€ en 2025 (Lidl), 550 K€ en 2026 (Lidl), et 200 K€ en 2027

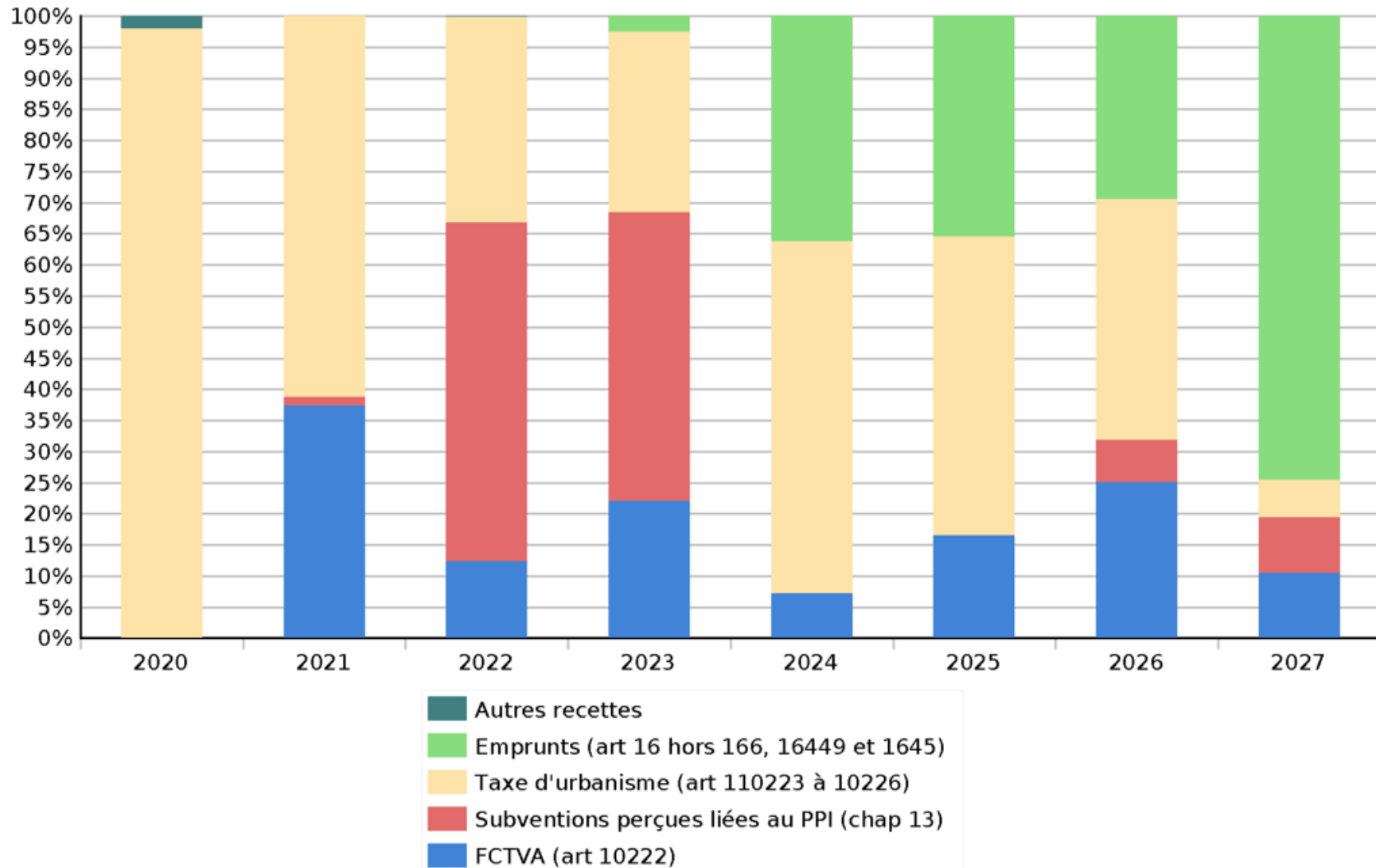
FCTVA : 152 K€ en 2023, 177 K€ en 2024, puis fct PPI

Prospective 2023 – 2027: Section investissement

	Rétrospective			Prospective				
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
FCTVA (art 10222)	0	194 755	87 534	152 000	177 324	368 252	371 499	351 046
Emprunts	0	0	0	16 842	895 208	793 856	435 491	2 498 273
Autres recettes	242 065	325 808	617 507	519 663	1 400 000	1 075 000	675 000	500 000
Total des recettes réelles d'investissement	242 065	520 563	705 041	688 505	2 472 532	2 237 108	1 481 990	3 349 319
Sous-total dépenses d'équipement	601 579	1 049 370	1 232 228	2 271 830	2 291 625	2 166 939	1 496 939	3 396 939
Autres investissements hors PPI	0	440	1 019	0	0	0	0	0
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645)	593 930	593 930	590 930	586 930	572 740	567 348	417 841	340 911
Autres dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0
Capacité d'investissement résiduelle	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des dépenses réelles d'investissement	1 195 509	1 643 740	1 824 176	2 858 760	2 864 365	2 734 287	1 914 780	3 737 850

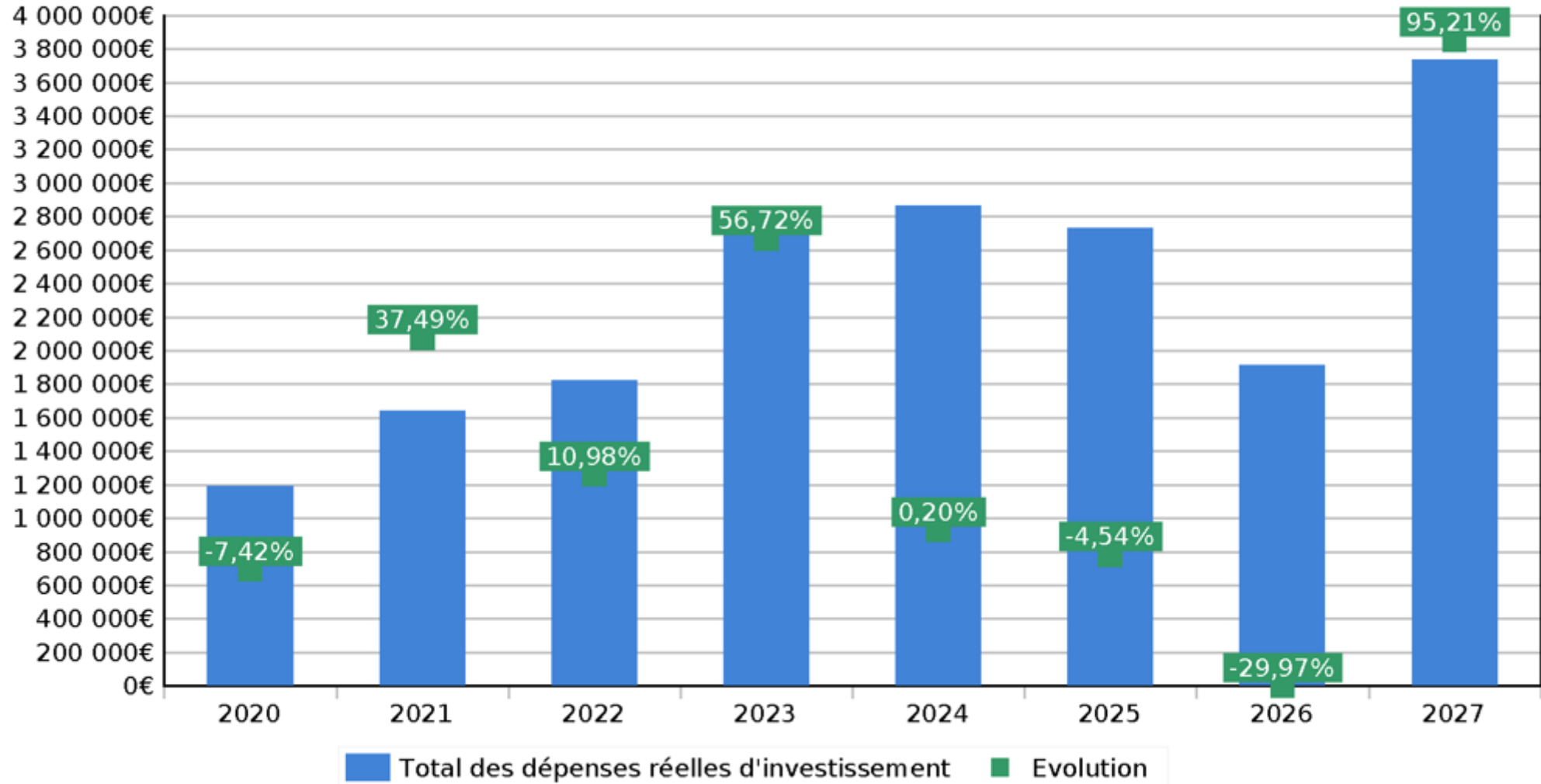
Retro-prospective 2020 - 2027

Répartition des recettes d'investissement



Retro-prospective 2020 - 2027

Dépenses d'investissement



Prospective 2023-2027: PPI projeté

n°	Investissements programmés	Total PPI TTC	2023	2024	2025	2026	2027
361	Matériel divers - Mobilier urbanisme	62 618	22 618	40 000			
450	Réaménagement et végétalisation Cour EM du Bret	495 000	296 000	199 000			
451	Rénovation / extension école primaire J Fert	795 000	750 000	45 000			
453	Archives + ttt + classement	10 000	10 000				
458	Stade (pelouse synthétique)	600 000				600 000	
460	Modification PLU	45 000	45 000				
467	Vidéoprotection passive	192 000	120 000	72 000			
469	Investissements récurrents écoles	161 362	41 362	30 000	30 000	30 000	30 000
472	Galet - culture	103 226	18 790	24 436	20 000	20 000	20 000
478	Renforcement évacuation eaux pluviales près Villars	240 000			240 000		
482	Fourgonnette électrique services techniques	42 000		42 000			
498	Informatique et téléphonie mairie	163 450	83 450	20 000	20 000	20 000	20 000
498	Refonte du site internet	15 000	15 000				-
509	Sécurisation chemin de Veissieux le bas	10 000	10 000				-
509	Sécurisation montée Balmont	20 000	20 000				
509	Réaménagement du centre village (maison médicale)	1 040 000	40 000	1 000 000			
509	Réaménagement chemin de la Reste	150 000		150 000			
509	Voiries réseaux ch du Plat	600 000			600 000		
511	Acquisitions foncières Prés de Veysieux (EPF)	134 697	26 939	26 939	26 939	26 939	26 939
511	Acquisitions foncières terrain gr scolaire	225 450		225 450			
523	Groupe scolaire + restaurant scolaire	3 800 000			300 000	500 000	3 000 000
531	Bassin et renaturation Creusette	500 000			500 000		
536	Voirie Varennes 2 (EP + voirie)	240 000	240 000				
540	Etude ZAC	20 000	20 000				
542	Aménagement du Cerdon	20 000	20 000				
544	Halle aux associations	30 000			30 000		
546	Aménagement lône Port Bernallin	16 800		16 800			
	RAR année N-1	275 351	275 351				
	Investissements récurrents DST	1 617 480	217 480	400 000	400 000	300 000	300 000
	TOTAL hors ZAC	11 624 433	2 271 990	2 291 625	2 166 939	1 496 939	3 396 939

Synthèse dépenses équipements réalisées et projetées 2020-2027

74%

Synthèse dépenses équipements 2020-2027	Prévisions 2020 - 2027 (hors investissements récurrents DST)	%	Previsions 2020- 2023	%	Réalisé 2020 - 2022	%
Total	13 107 610		5 155 327		3 158 528	
Voirie réseaux et sécurité	3 821 850	29%	1 759 850	34%	1 172 850	37%
Ecoles	5 841 523	45%	1 677 523	33%	607 561	19%
MJC -ADAP	560 412	4%	560 412	11%	560 412	18%
Mairie et aide aux missions de service	683 014	5%	491 014	10%	315 566	10%
Urbanisme aménagement	700 969	5%	367 762	7%	275 822	9%
Culture sport loisirs	830 164	6%	145 888	3%	97 438	3%
Aménagement zone humides	553 676	4%	36 876	1%	16 876	1%
Divers services	116 001	1%	116 001	2%	112 001	4%

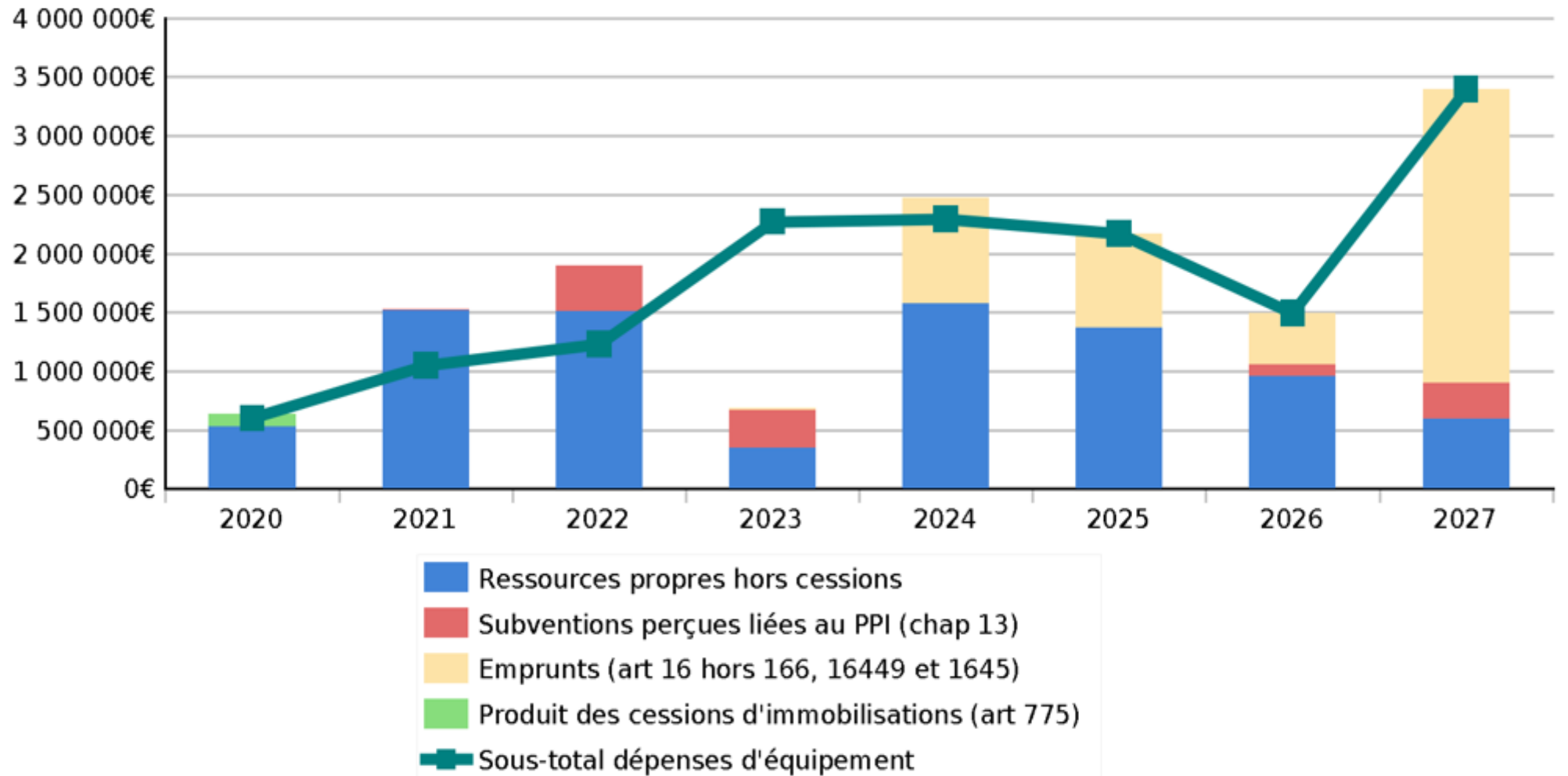
56%

Prospective 2023-2027 : Financement du PPI projeté

	TOTALS	Rétrospective			Prospective				
		2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Epargne nette	2 475 484	290 108	1 008 867	1 188 850	- 4 742	1	- 70 169	14 949	47 620
FCTVA	1 702 410	0	194 755	87 534	152 000	177 324	368 252	371 499	351 046
Taxe aménagement	4 238 772	237 287	318 516	232 968	200 000	1 400 000	1 075 000	575 000	200 000
Produits de cessions	173 089	103 089			70 000				
Total ressources financières	8 589 754	630 484	1 522 138	1 509 353	417 258	1 577 325	1 373 083	961 448	598 666
Subventions liées au PPI	1 110 739	96	7 292	383 688	319 663	0	0	100 000	300 000
Subventions N-1 en attente	110 000				110 000				
Emprunts	4 639 670	0	0	0	16 842	895 208	793 856	435 491	2 498 273
Fonds de roulement de début d'exercice	5 670 521	632 036	665 718	1 146 515	1 807 159	219 092	400 000	400 000	400 000
Total financements	20 120 685	1 262 615	2 195 148	3 039 556	2 670 922	2 691 625	2 566 939	1 896 939	3 796 939
Total des dépenses d'équipement	14 507 449	601 579	1 049 370	1 232 228	2 271 830	2 291 625	2 166 939	1 496 939	3 396 939
Ecart = Fonds de roulement de fin d'exercice	5 617 917	665 718	1 145 778	1 807 328	399 092	400 000	400 000	400 000	400 000

Retro-prospective 2020 - 2027

Répartition du financement de l'investissement



Débat d'Orientation Budgétaire Fiscalité

2023- 2027



Prospective 2023-2027: fiscalité directe

Taxe habitation sur résidences secondaires

Evolution
des bases

Années	Base taxe d'habitation puis THRS	Base taxe foncière (bâtie)	Base taxe foncière (non bâtie)
2020	5 967 175	8 267 066	90 855
2021	203 820	6 948 738	91 791
2022	284 072	7 244 353	92 730
2023	475 239	7 758 702	92 730
2024	503 753	8 224 224	92 730
2025	516 347	8 429 830	92 730
2026	529 256	8 640 576	92 730
2027	542 487	8 856 590	92 730

Taxes
habitation

Années	Base nette TH et THRS	Evol base nette TH et THRS	Produit TH et THRS	Evol produit TH et THRS	Taux TH et THRS	Evol taux TH et THRS
2020	5 967 175	2,72 %	872 401	2,72 %	14,62 %	0 %
2021	203 820	0	29 798	0	14,62 %	0
2022	284 072	39,37 %	41 531	39,37 %	14,62 %	0 %
2023	475 239	67,3 %	69 480	67,3 %	14,62 %	0 %
2024	503 753	6 %	73 649	6 %	14,62 %	0 %
2025	516 347	2,5 %	75 490	2,5 %	14,62 %	0 %
2026	529 256	2,5 %	77 377	2,5 %	14,62 %	0 %
2027	542 487	2,5 %	79 312	2,5 %	14,62 %	0 %

Prospective 2023-2027: fiscalité directe

Taxes foncières

Evolution
des bases

Taxe
foncière
sur le bâti

Taxe
foncière
sur le non
bâti

Années	Base taxe d'habitation puis THRS	Base taxe foncière (bâtie)	Base taxe foncière (non bâtie)
2020	5 967 175	8 267 066	90 855
2021	203 820	6 948 738	91 791
2022	284 072	7 244 353	92 730
2023	475 239	7 758 702	92 730
2024	503 753	8 224 224	92 730
2025	516 347	8 429 830	92 730
2026	529 256	8 640 576	92 730
2027	542 487	8 856 590	92 730

Années	Base nette TB	Evol base TFB	Produit TFB	Evol produit TFB	Taux TB	Evol taux TB
2020	8 267 066	3,03 %	1 283 049	3,03 %	15,52 %	0 %
2021	6 948 738	-15,95 %	2 183 824	70,21 %	35,49 %	128,67 %
2022	7 244 353	4,25 %	2 292 101	4,96 %	35,49 %	0 %
2023	7 758 702	7,1 %	2 456 797	7,19 %	35,49 %	0 %
2024	8 224 224	6 %	2 605 784	6,06 %	35,49 %	0 %
2025	8 429 830	2,5 %	2 671 586	2,53 %	35,49 %	0 %
2026	8 640 576	2,5 %	2 739 034	2,52 %	35,49 %	0 %
2027	8 856 590	2,5 %	2 808 168	2,52 %	35,49 %	0 %

Années	Base nette TFNB	Evol base TFNB	Produit TFNB	Evol produit TFNB	Taux TFNB	Evol taux TNB
2020	90 855	0,21 %	40 031	0,21 %	44,06 %	0 %
2021	91 791	1,03 %	48 668	21,58 %	53,02 %	20,34 %
2022	92 730	1,02 %	49 165	1,02 %	53,02 %	0 %
2023	92 730	0 %	49 165	0 %	53,02 %	0 %
2024	92 730	0 %	49 165	0 %	53,02 %	0 %
2025	92 730	0 %	49 165	0 %	53,02 %	0 %
2026	92 730	0 %	49 165	0 %	53,02 %	0 %
2027	92 730	0 %	49 165	0 %	53,02 %	0 %

Débat d'Orientation Budgétaire

Structure de la dette

2023- 2027

- Analyse de la dette historique
- Prospective de la dette





Caractéristiques de la dette historique

Observatoire de la dette Finance Active



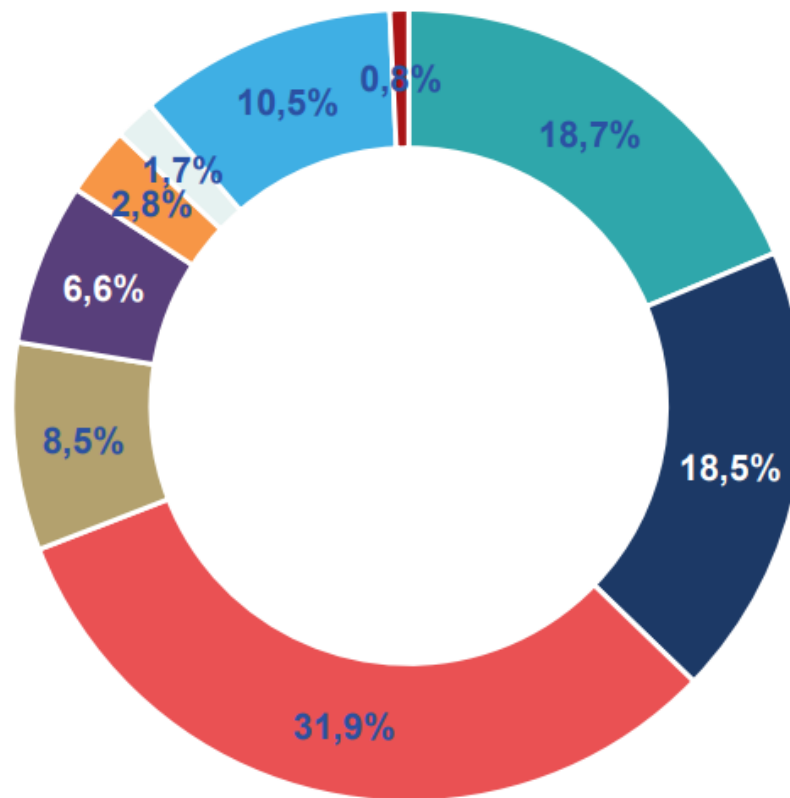
106 milliards
d'encours de dette



Plus de **1 200**
emprunteurs



Plus de **44 000**
emprunts



- Régions
- Départements
- Communes et EPCI > 100 000
- Communes et EPCI < 100 000
- Communes et EPCI < 50 000
- Communes et EPCI < 20 000
- Communes et EPCI < 10 000
- Syndicats
- SDIS

Votre strate : Villes et EPCI de moins de 10 000 habitants

280

Emprunteurs dans la strate

3 800

Emprunts dans la strate

1,8 Mds €

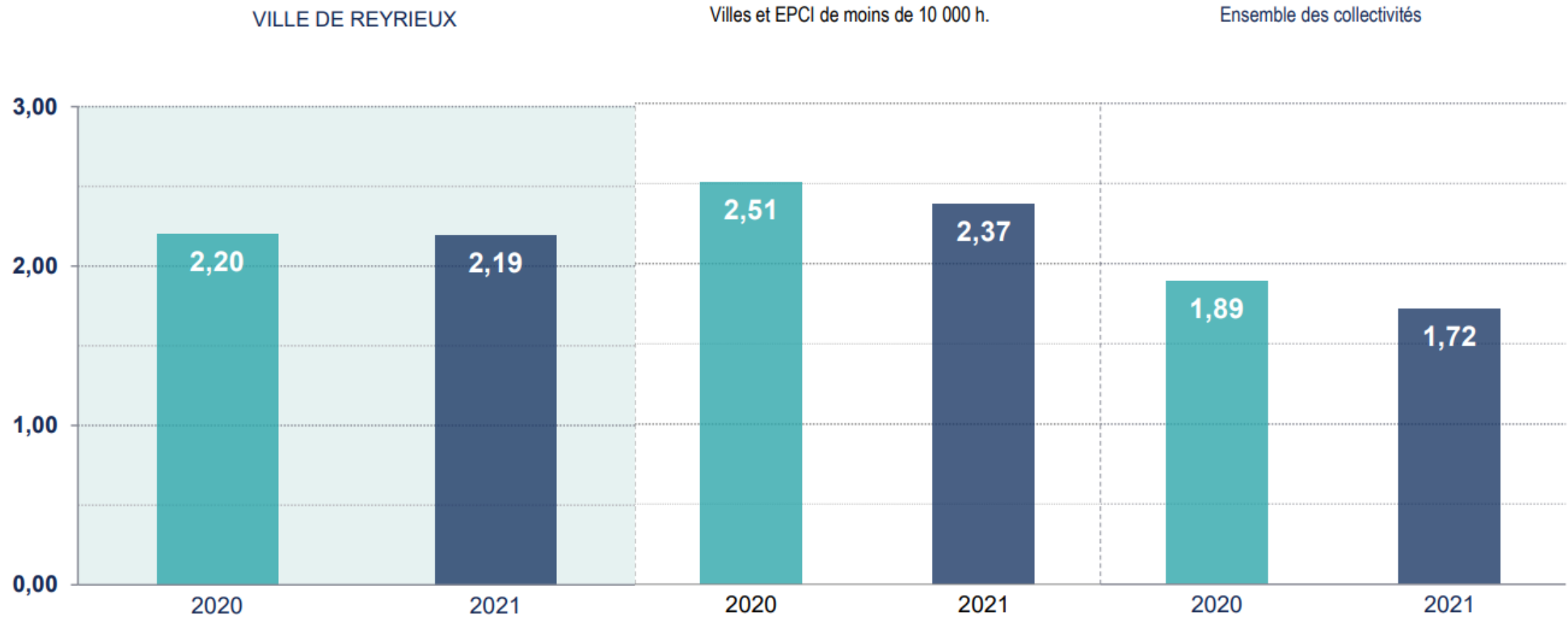
Encours de la strate

6,4 M€

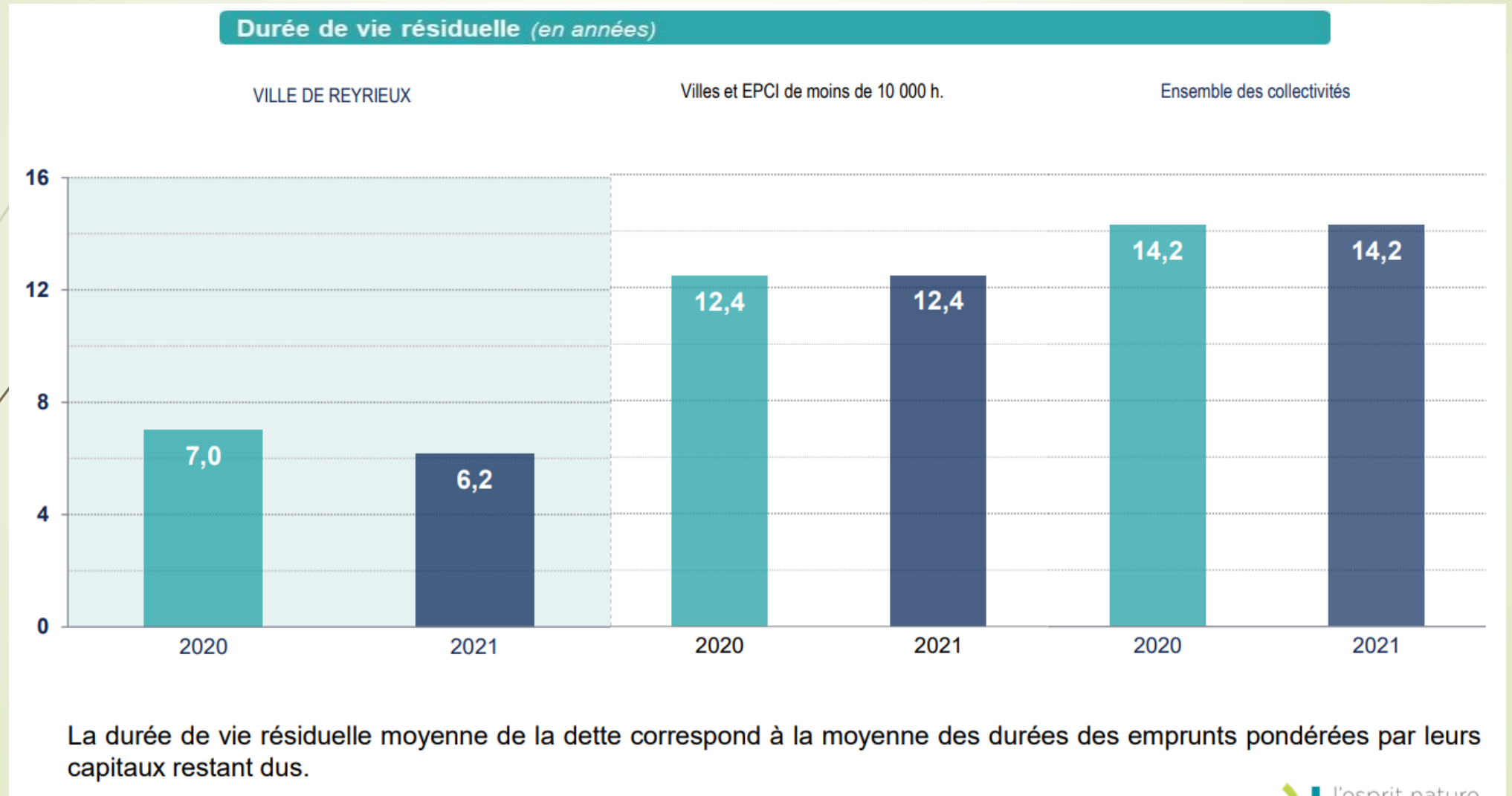
Encours moyen

Un taux moyen: **légèrement inférieur** à celui de notre strate

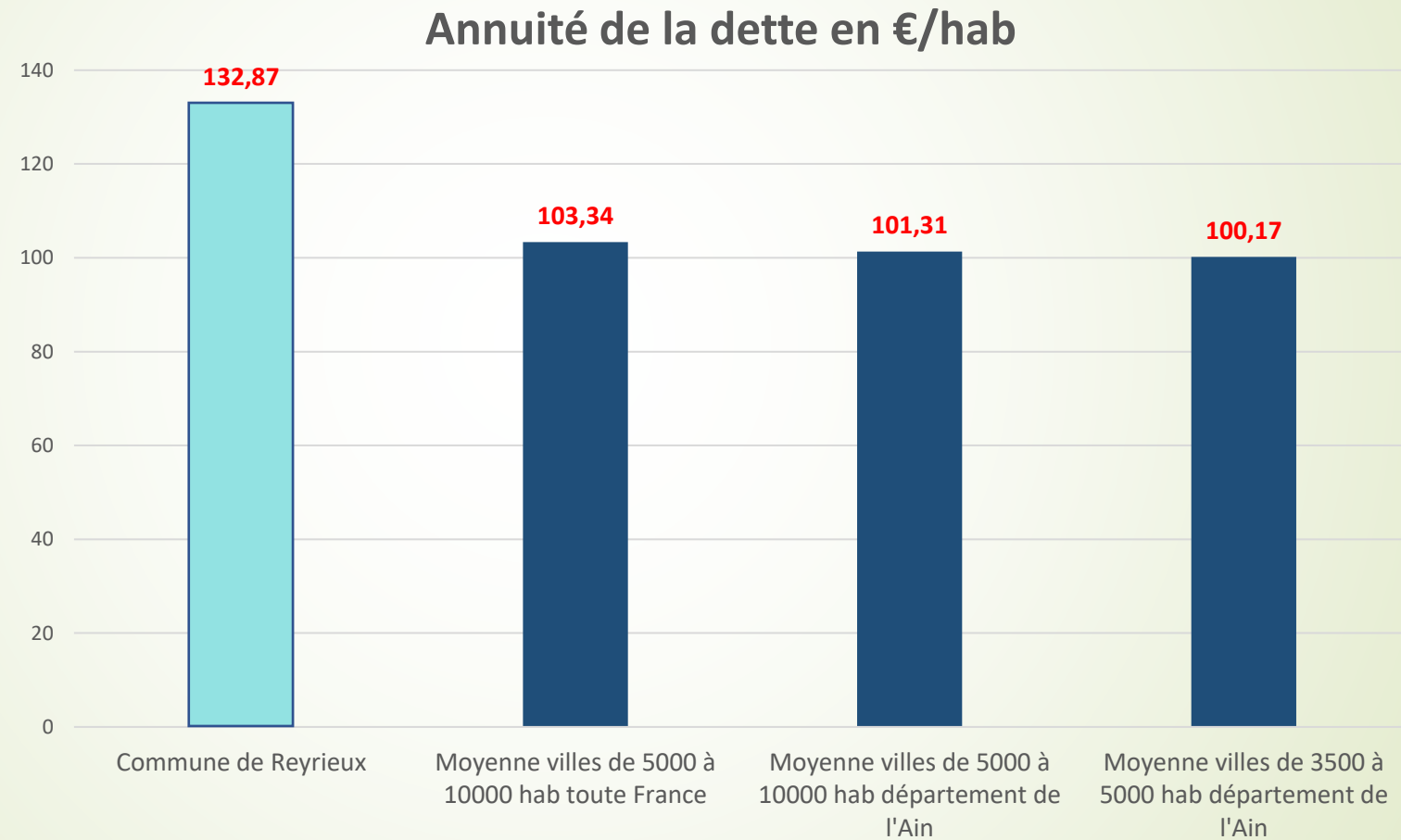
Taux moyen après swaps (en %, annuel 30/360)



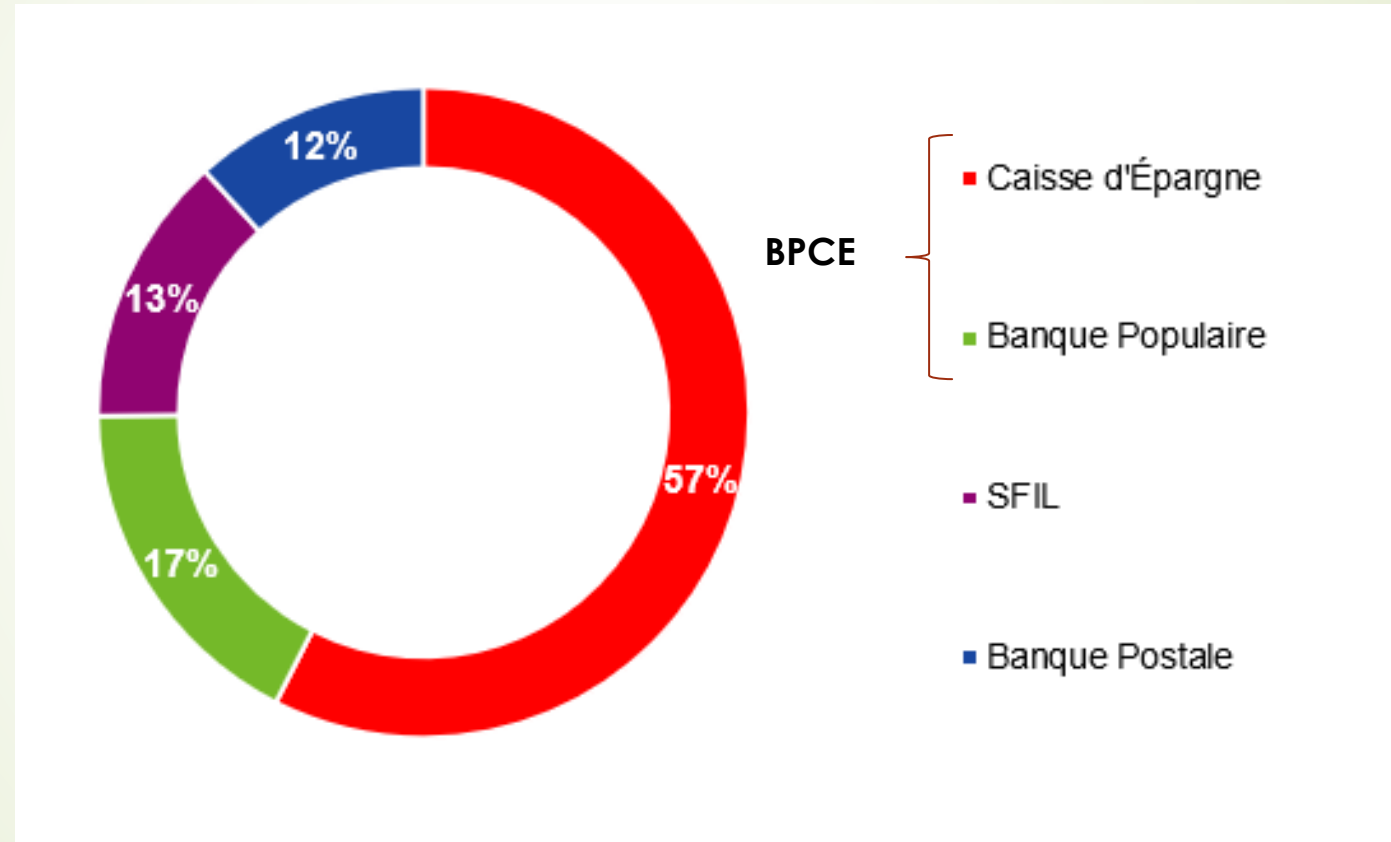
Une durée résiduelle **nettement inférieure** à celle de votre strate



Annuité de la dette: de **29 à 33%** plus élevée



Répartition des prêteurs au 31/01/23



BPCE = 74%

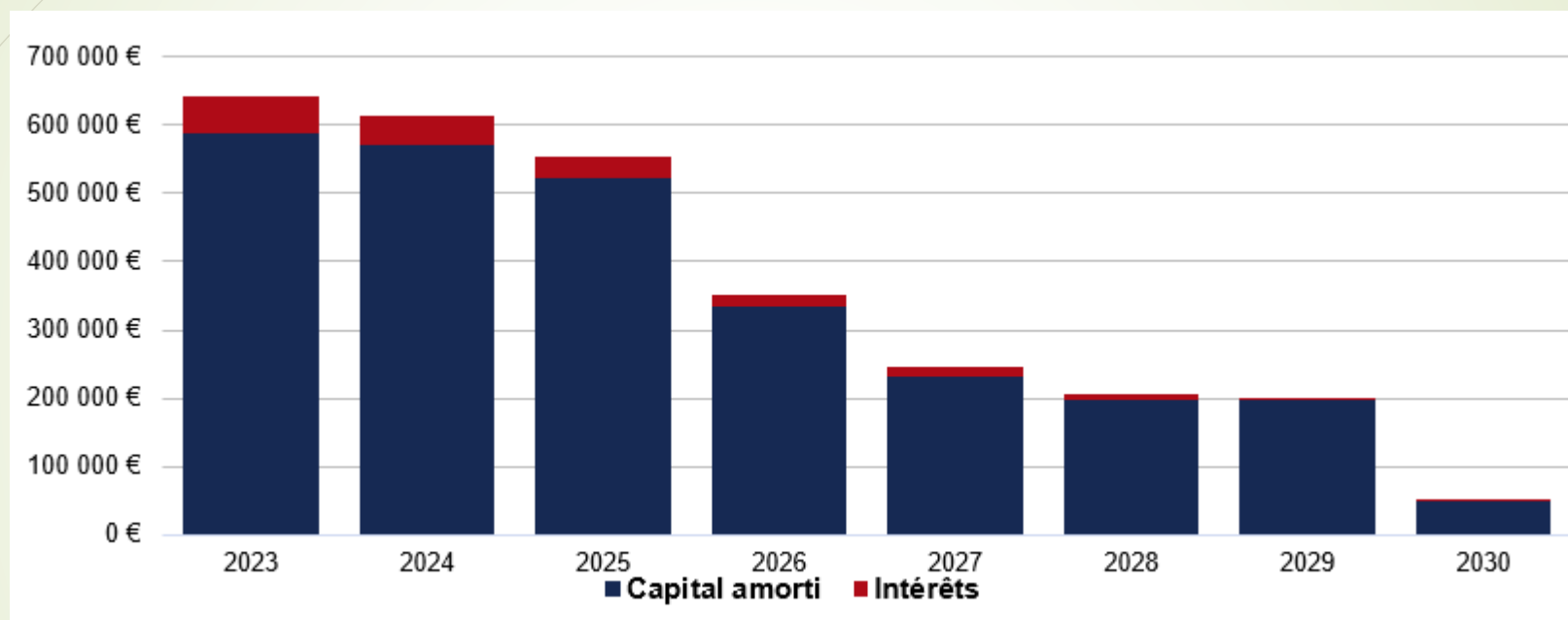
Profil extinction de la dette historique

RAPPEL

Periode	Crd initial	Echéances		
		Capital	Intérêt	Total
2020	4 470 348,42 €	593 929,65 €	93 475,00 €	687 404,65 €
2021	3 876 418,77 €	593 929,65 €	80 246,13 €	674 175,78 €
2022	3 282 489,12 €	590 929,65 €	67 104,32 €	658 033,97 €
2023	2 691 559,47 €	586 929,65 €	54 096,06 €	641 025,71 €
2024	2 104 629,82 €	571 929,65 €	41 293,76 €	613 223,41 €
2025	1 532 700,17 €	523 429,62 €	29 150,89 €	552 580,51 €
2026	1 009 270,55 €	333 749,60 €	18 693,90 €	352 443,50 €
2027	675 520,95 €	232 083,32 €	12 815,55 €	244 898,87 €
2028	443 437,63 €	197 083,32 €	8 277,50 €	205 360,82 €
2029	246 354,31 €	197 083,32 €	3 862,83 €	200 946,15 €
2030	49 270,99 €	49 270,99 €	275,92 €	49 546,91 €
	20 382 000,20	4 470 348,42	409 291,86	4 879 640,28

Fin emprunt du Galet
sur 15 ans à 3,35%

Profil de remboursement de la dette historique : extinction naturelle de la dette



Hors nouveaux emprunts, **la dette historique sera à moitié remboursée en 2025**, et la totalité de la dette sera **éteinte en 2030** => d'importantes **marges de manoeuvre en fin de mandat**
Une **diminution de l'annuité améliore la capacité d'autofinancement** et permet de recourir à de nouveaux emprunts sans la dégrader.



Rétro-prospective 2020-2027 de la dette

Retro-prospective 2020 – 2027:

Annuités de la dette historique et des nouveaux emprunts

	Rétrospective			Prospective				
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Intérêts dette historique	93 415	80 217	67 089	54 096	41 294	29 151	18 694	12 816
Intérêts nouveaux emprunts	-	-	-	-	758	41 006	74 753	90 566
Intérêts de la dette	93 415	80 217	67 089	54 096	42 052	70 157	93 447	103 382
Remboursements dette historique	593 930	593 930	590 930	586 930	571 930	523 430	333 750	232 083
Remboursements nouveaux emprunts	-	-	-	-	810	43 919	84 091	108 828
Remboursements capital de la dette	593 930	593 930	590 930	586 930	572 740	567 348	417 841	340 911
Total annuités	687 345	674 147	658 019	641 026	614 792	637 505	511 288	444 293

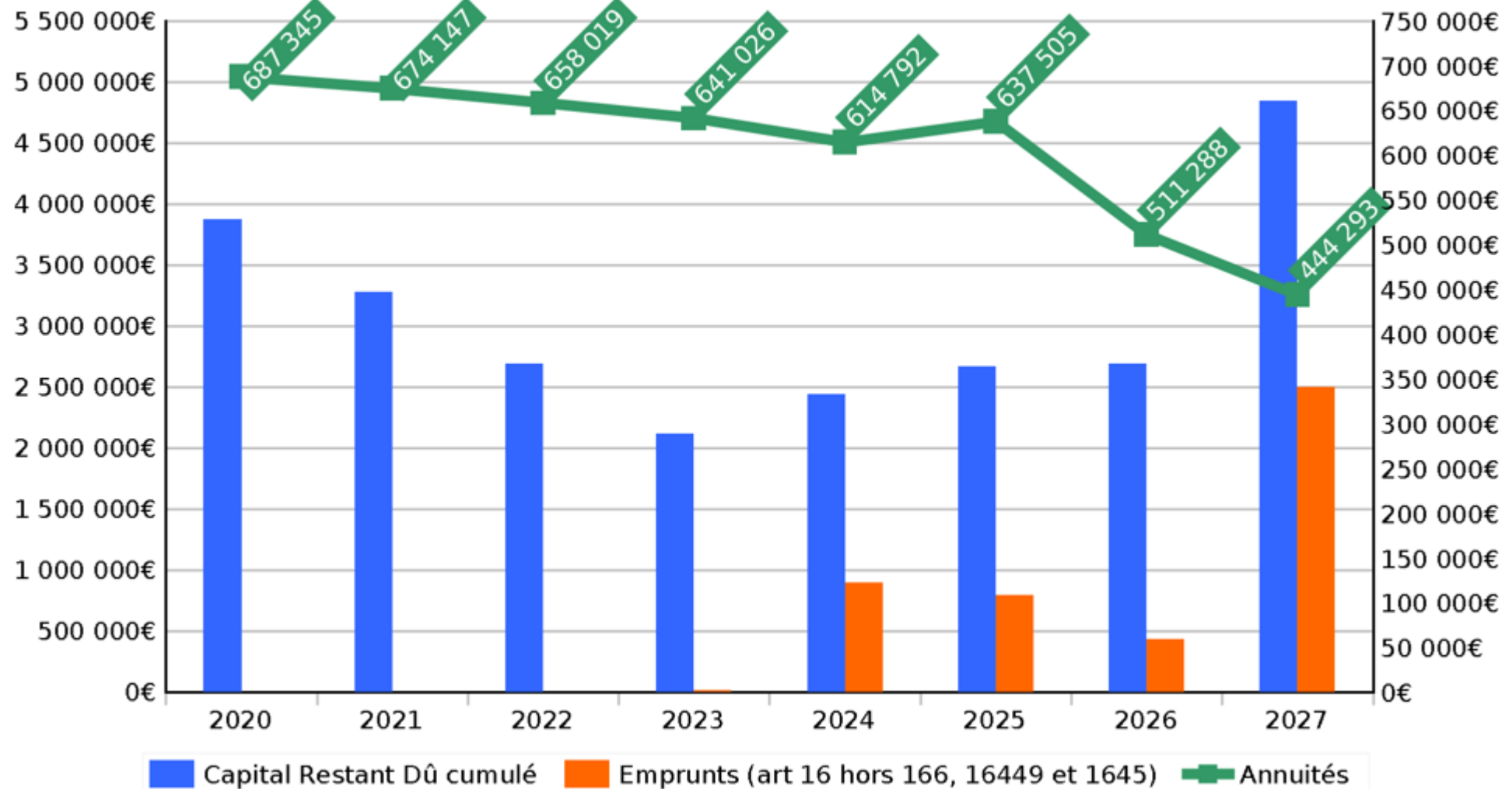
Retro-prospective 2020 – 2027:

Encours de dette et emprunts nouveaux

	Encours de dette au 31/12	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2020	3 876 419	-13,29 %	0
2021	3 282 490	-15,32 %	0
2022	2 691 560	-18 %	0
2023	2 121 472	-21,18 %	16 842
2024	2 443 941	15,2 %	895 208
2025	2 670 448	9,27 %	793 856
2026	2 688 099	0,66 %	435 491
2027	4 845 461	80,26 %	2 498 273

Retro-prospective 2020 - 2027

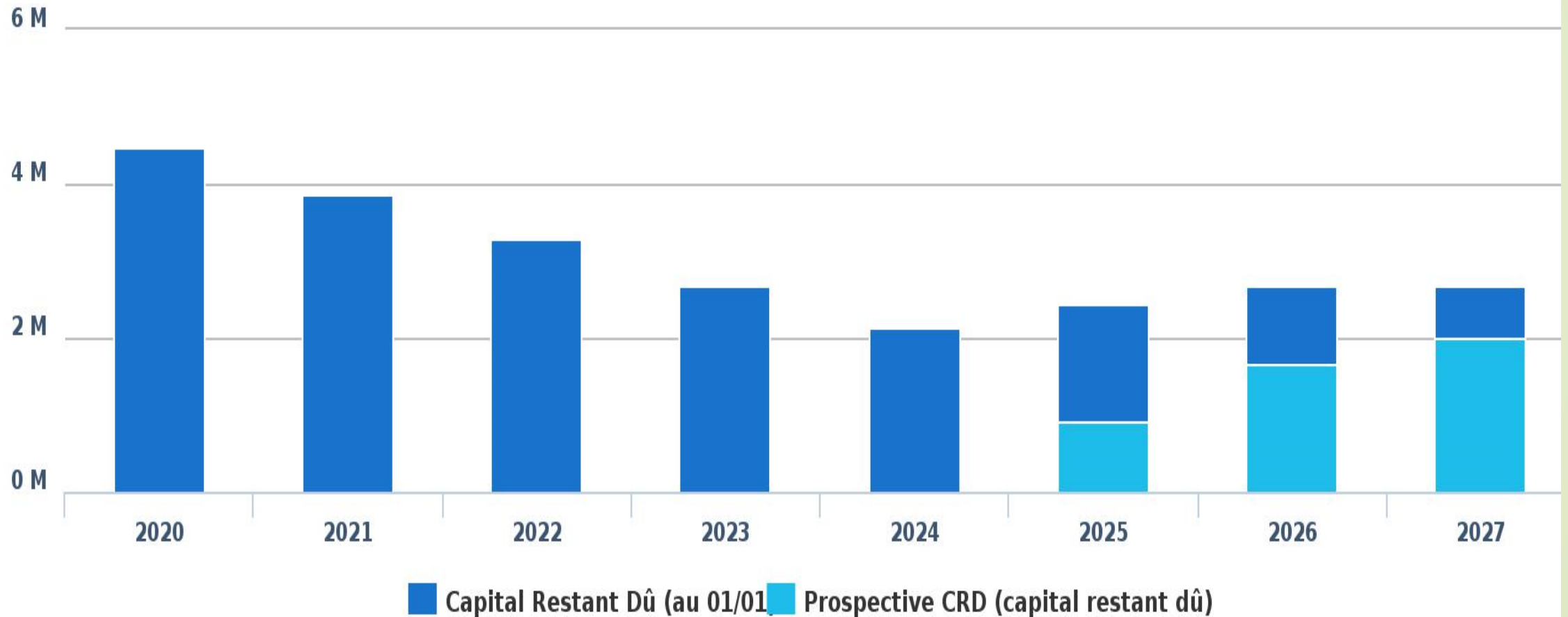
Encours de dette



Retro-prospective 2020 - 2027

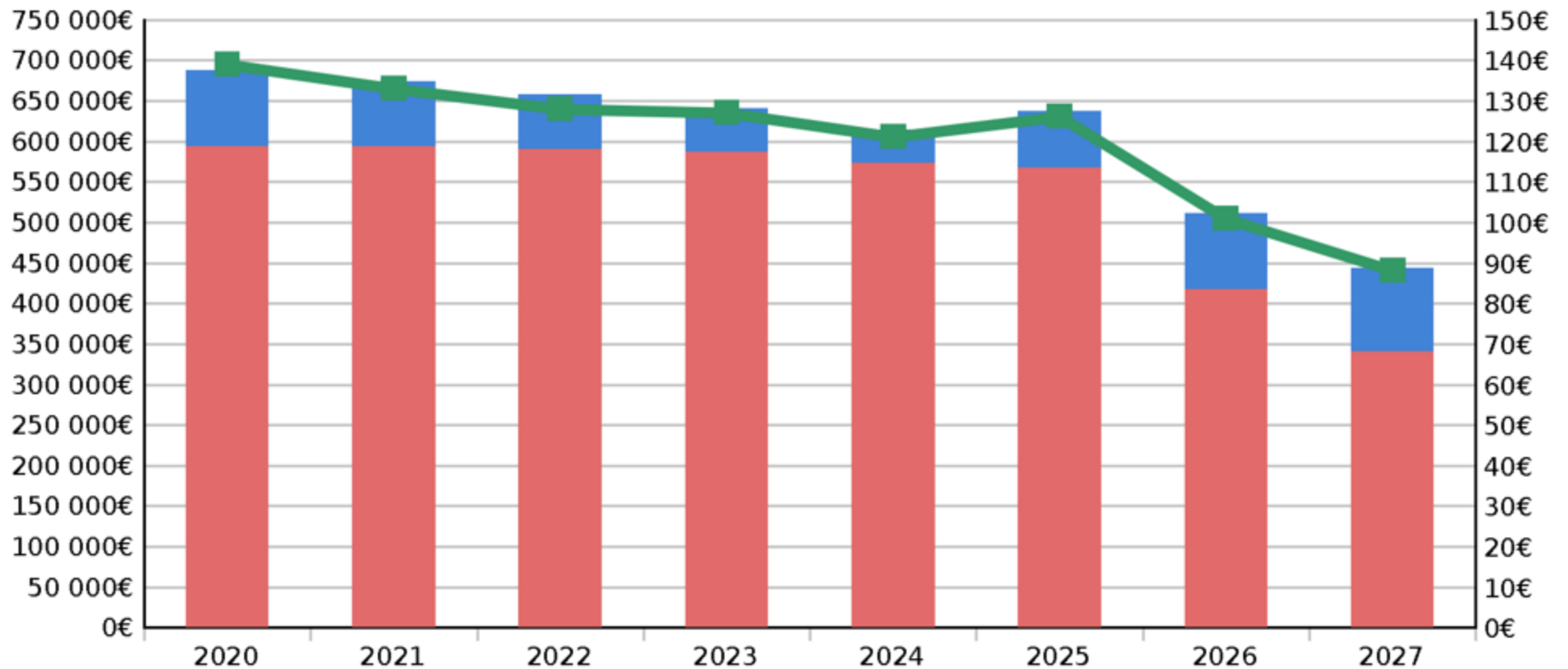
Encours de la dette

Budget Principal > MAJ BP 2023 PPI Version Finale



Retro-prospective 2020 - 2027

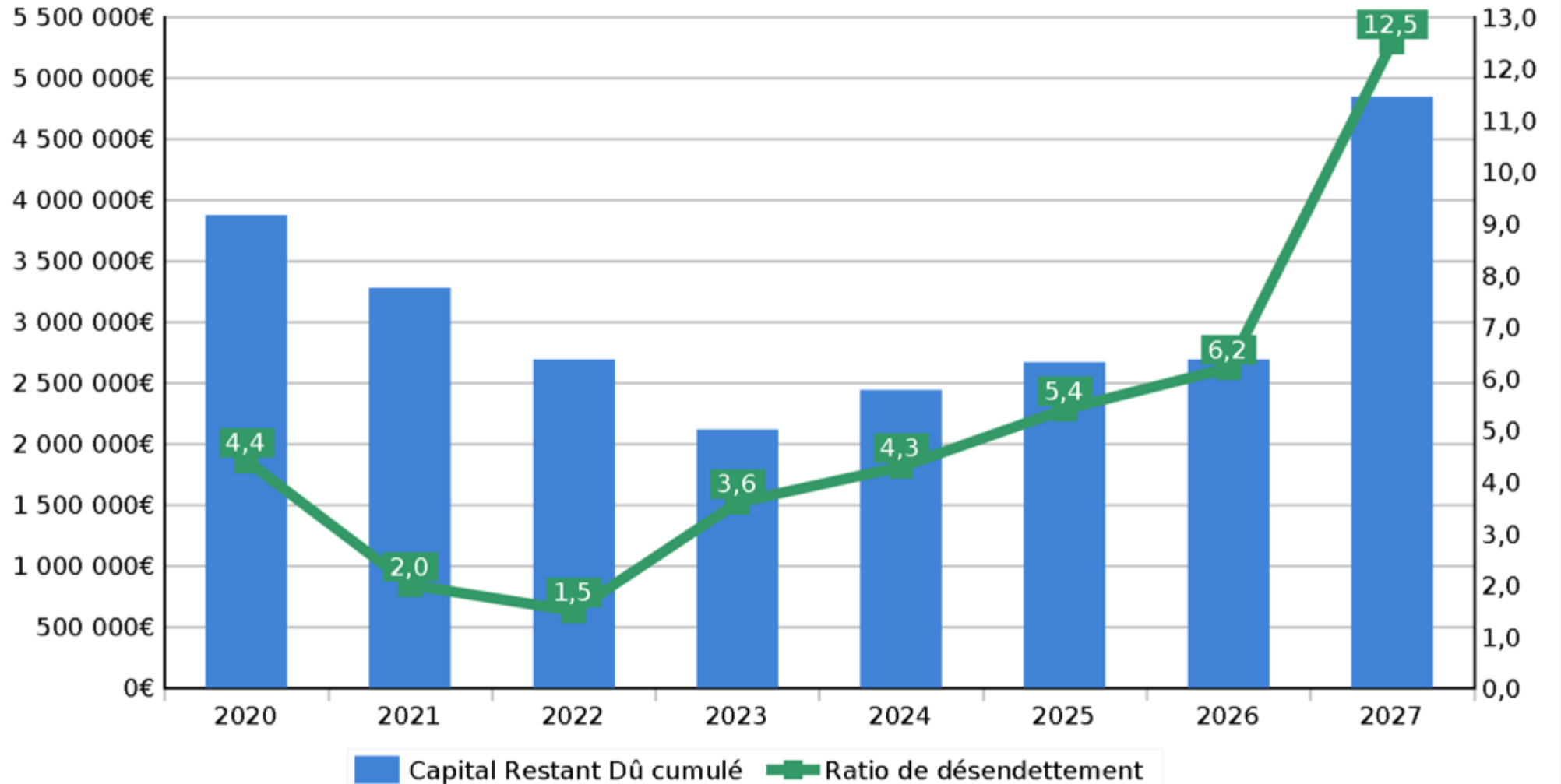
Remboursement



- Annuités par habitants
- intérêts de la dette (art 66111)
- Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645)

Retro-prospective 2020 - 2027

Capacité de désendettement



Prochains rendez-vous financiers

21 mars 2023 : Commission FERH - CA 2022 et BP 2023

4 avril 2023 : Conseil Municipal - Vote CA 2022 et BP 2023





**MERCI POUR VOTRE
ATTENTION**